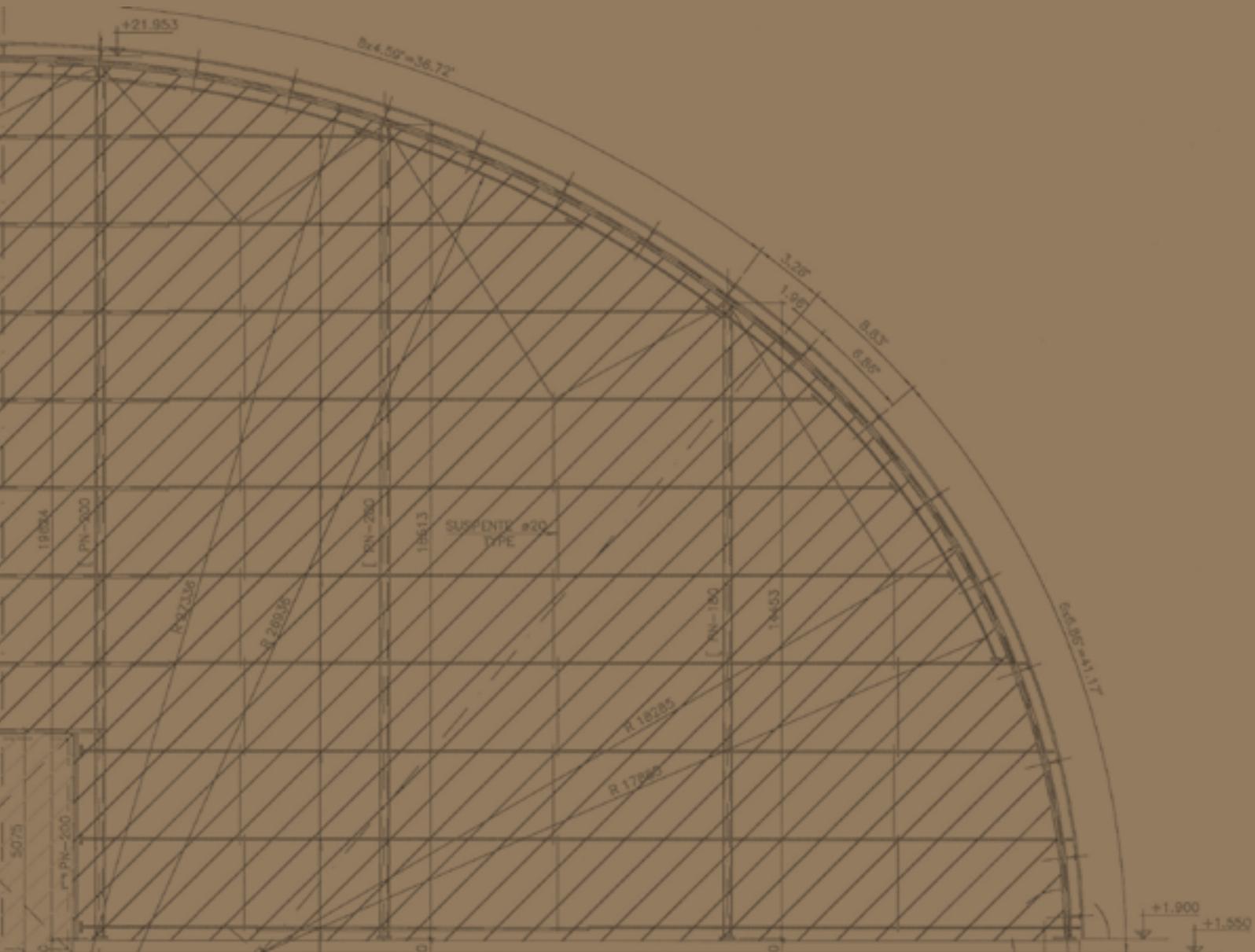
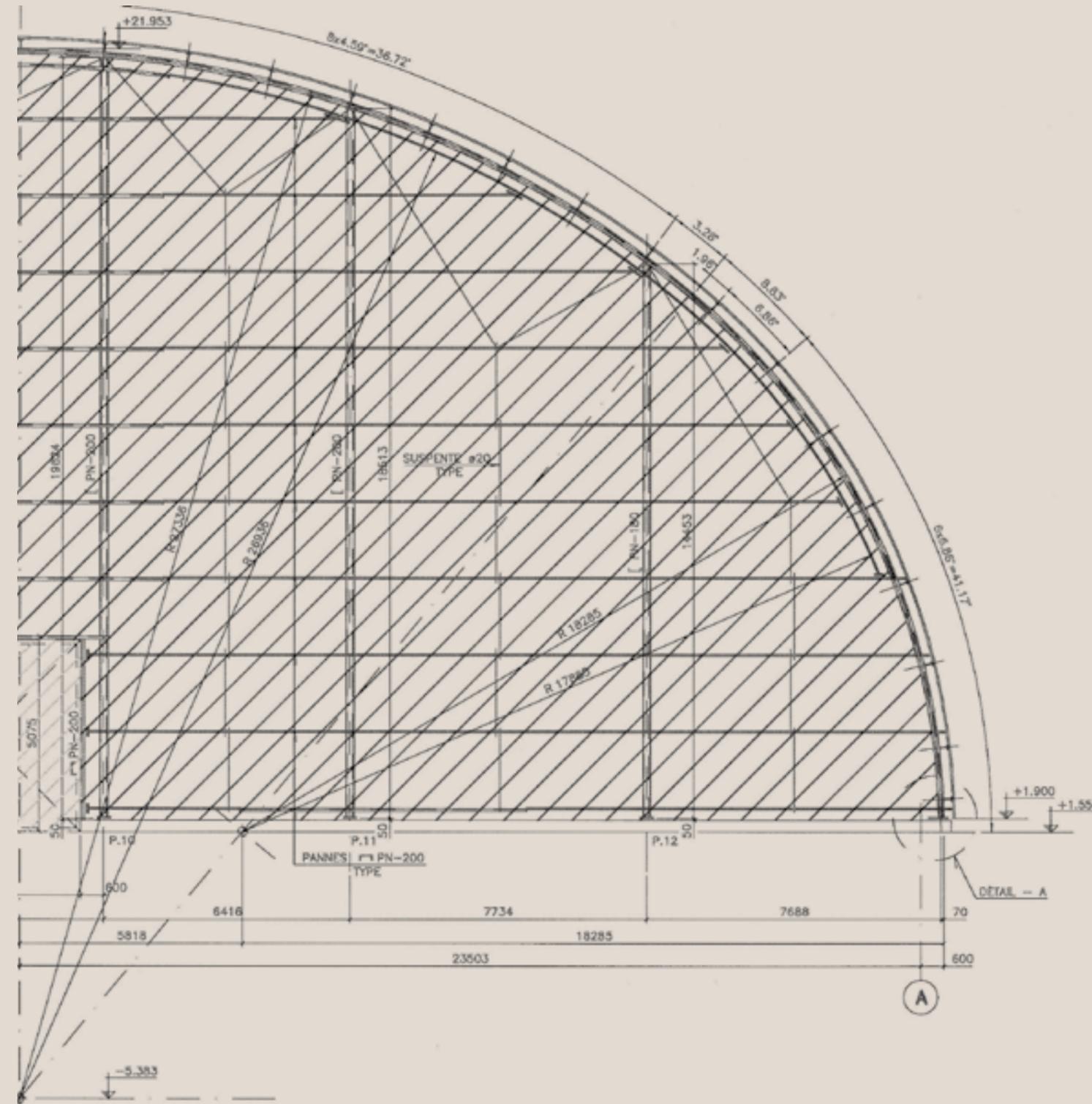




Rapport annuel | **2010**







SOMMAIRE

Présentation de Ciments du Maroc

Chiffres clés	10
Administration, direction et contrôle	12
Actionnariat	14
Historique	16
Métiers	18
Implantations au Maroc	22
Ressources humaines et informations sociales	28
Initiatives à caractère social	30
Sécurité	34
Informations environnementales	36
Gestion des risques	38

Commentaires sur l'exercice

Faits marquants de l'année 2010	40
Analyse de l'activité	42
Résultats	46
Perspectives	50

La nouvelle cimenterie d'Aït Baha **52**

États financiers

Comptes sociaux	57
Rapport du Conseil à l'Assemblée Générale Ordinaire	64
Comptes consolidés	71

Informations juridiques **80**



Mohamed CHAÏBI
Président Directeur Général

MESSAGE du Président

Dans une conjoncture internationale difficile, et malgré un contexte macroéconomique marocain solide, l'année 2010 a confirmé le ralentissement de la croissance du marché du ciment constaté en 2009. Le retard dans le lancement des programmes de logements sociaux, la stagnation des projets de logement haut standing et les évolutions contrastées d'une activité à l'autre ont en effet entraîné une croissance modérée du secteur du Bâtiment et Travaux Publics.

Dans ce contexte, les ventes de Ciments du Maroc et de sa filiale Indusaha pour l'année 2010 ont enregistré une progression de 2,9% par rapport à l'année 2009, et ce, grâce à la montée en puissance de nos capacités de production de clinker et de ciment. Une performance au regard de la quasi-stagnation (+0,4%) de la consommation nationale en 2010, qui a avoisiné les 14,6 millions de tonnes.

Le démarrage de notre nouvelle cimenterie d'Aït Baha restera, sans nul doute, le fait marquant de l'année 2010. Avec une capacité de 2,2 millions de tonnes de ciment pour un investissement de 3,5 milliards de dirhams, cette usine qui prendra le relais de celle d'Anza, vient consolider notre dispositif de production de façon à répondre aux attentes de nos clients, dans les meilleures conditions de coût, de productivité, de sécurité et de respect de l'environnement.

À cela s'ajoute le doublement de la capacité de broyage du centre d'Indusaha à Laâyoune, permettant ainsi de répondre aux besoins de développement des Provinces du Sud et la poursuite du renforcement du dispositif industriel des activités béton prêt à l'emploi, granulats et adjuvants des filiales Bétomar et Axim Maroc.

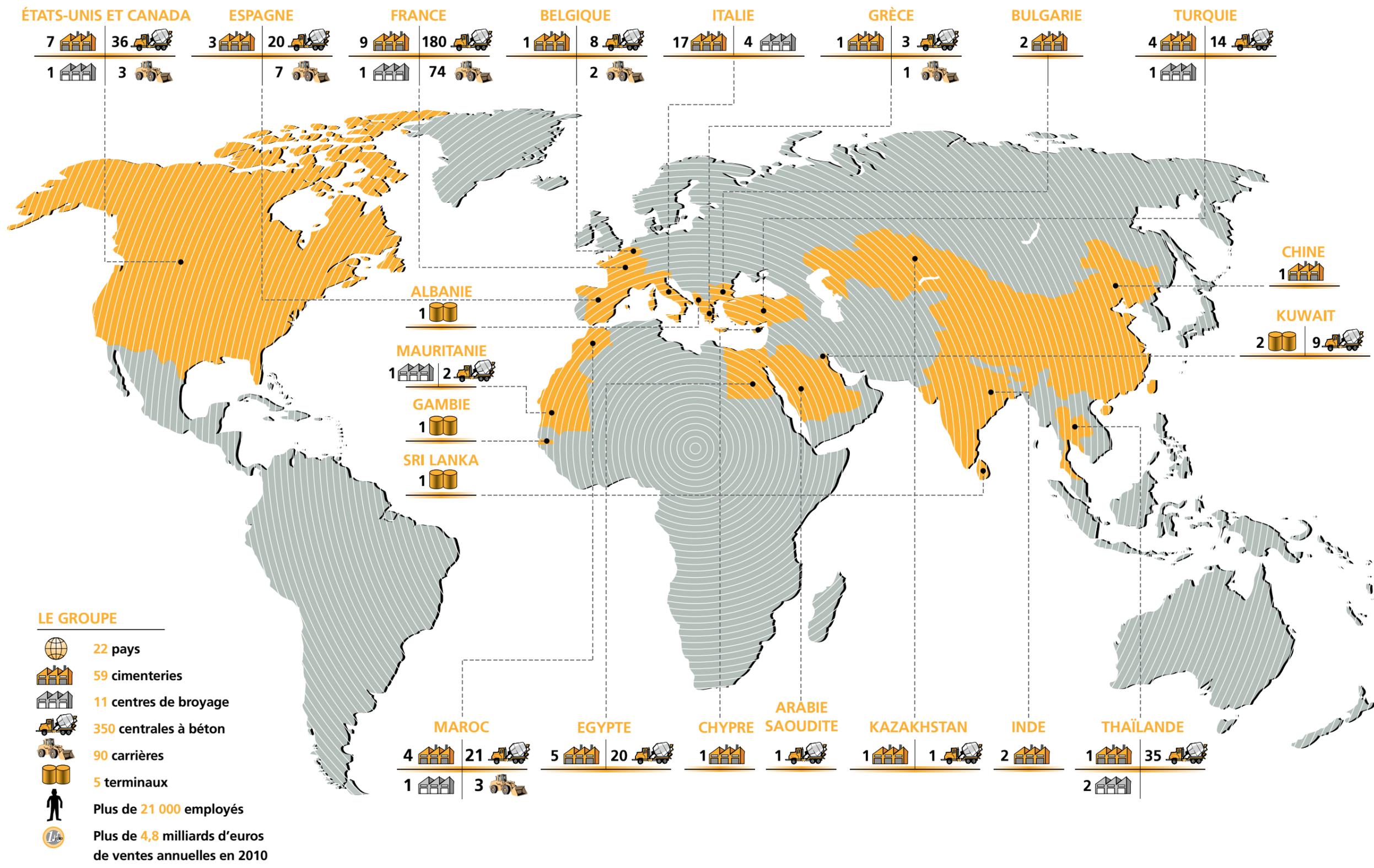
Fidèles à nos engagements pour la préservation de l'environnement, nous avons lancé en 2010, la construction d'un parc éolien d'une capacité de 5 mégawatts destiné à satisfaire les besoins en énergie électrique de notre centre de broyage de Laâyoune. Concernant le nouveau site d'Aït Baha, l'usine a bénéficié des dernières technologies disponibles en matière de protection de l'environnement, d'efficacité énergétique et d'économie d'eau.

Quant aux perspectives, les fondamentaux du secteur cimentier demeurent solides et le potentiel de croissance de la consommation du ciment reste élevé. Alors que nous prévoyons une évolution à moyen terme de la consommation per capita à environ 600 kg, elle s'est située en 2010 à 460 kg par an et par habitant.

Aussi, l'année 2011 connaîtra-t-elle une croissance significative de la consommation ciment, aidée en cela par une campagne agricole plutôt satisfaisante, un effort d'investissement public massif dans le secteur du BTP et des efforts conjoints, privé et public, pour la réalisation des nouveaux projets de logements sociaux.

Dans ce contexte, et profitant du plein rendement du nouveau dispositif industriel de Ciments du Maroc et de ses filiales, notre groupe se donne les moyens d'accompagner le développement du secteur de la construction et des grands chantiers d'infrastructures. Notre groupe poursuivra sa stratégie de développement de son outil de production de façon à répondre durablement aux attentes de nos clients et partenaires, créant ainsi davantage de valeur pour nos actionnaires, tout en offrant les meilleures conditions possibles de travail à notre personnel et à l'ensemble de nos parties prenantes.

Italcementi Group dans le monde

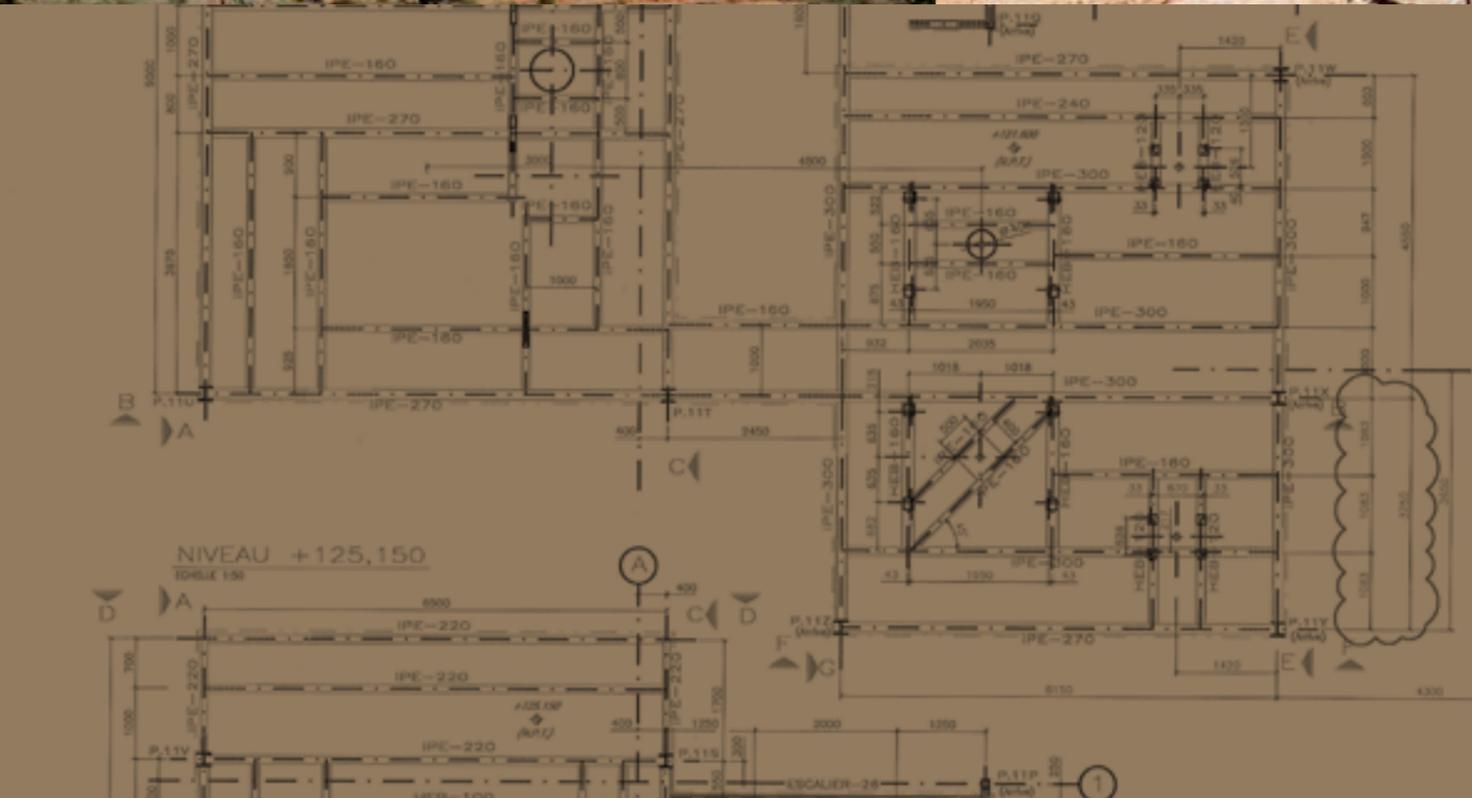


LE GROUPE

- 22 pays
- 59 cimenteries
- 11 centres de broyage
- 350 centrales à béton
- 90 carrières
- 5 terminaux
- Plus de 21 000 employés
- Plus de 4,8 milliards d'euros de ventes annuelles en 2010

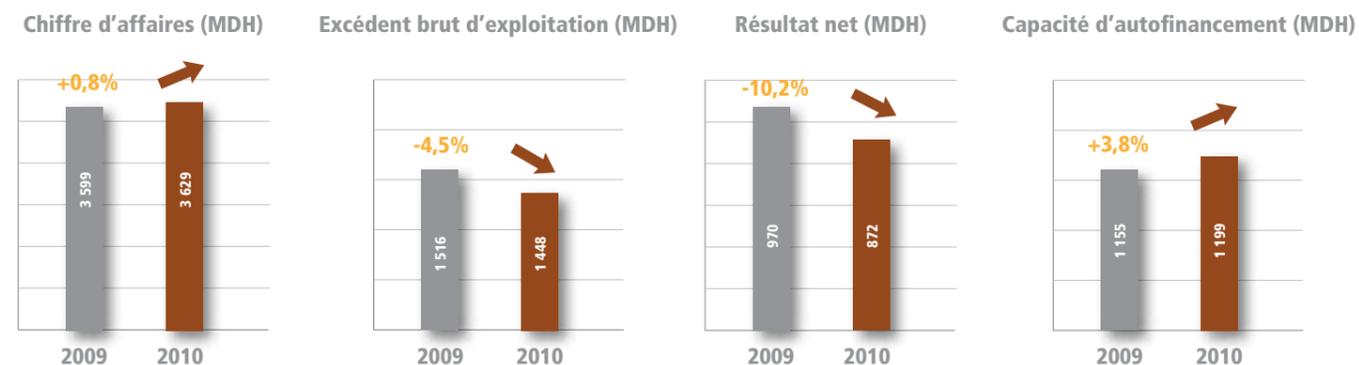
CHIFFRES

Clés

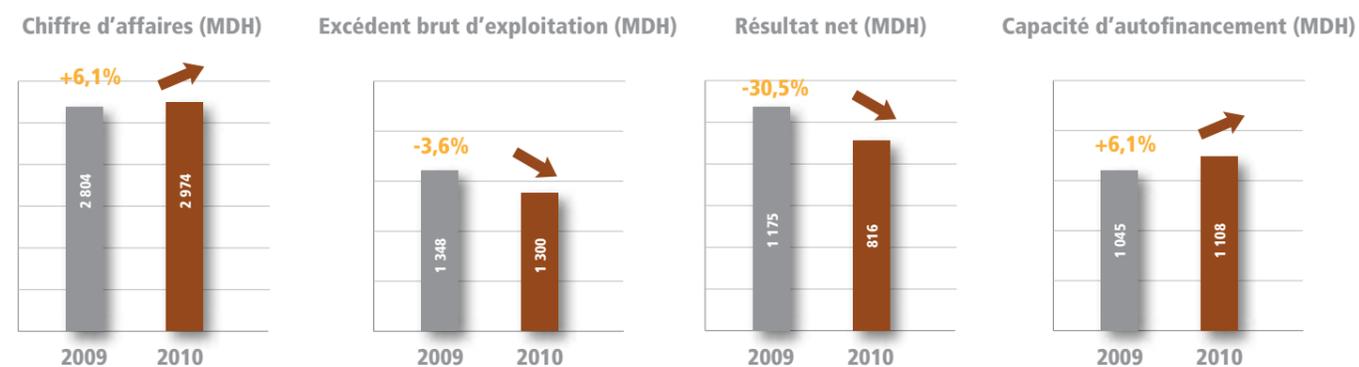


Résultats opérationnels solides
et perspectives prometteuses grâce
au plein rendement du nouveau
dispositif industriel

Chiffres-clés comptes consolidés Ciments du Maroc



Chiffres-clés comptes sociaux Ciments du Maroc



ADMINISTRATION,

direction et contrôle

Comité de direction

1-Mohamed CHAÏBI
Président Directeur Général

2-Laurent MEYNET
Directeur Administratif
et Financier

3-Omar ABARRO
Directeur Général Délégué
Bétomar et Axim Maroc

4-Mohamed BOUJANOUI
Directeur Commercial



5-Mohamed HSINA
Directeur des Ressources Humaines

6-Mostafa NASMY
Directeur des Achats

7-Abdallah HARMA
Directeur Général Délégué
Ciments du Maroc et Indusaha

8-Fabio RIZZI
Directeur Technique

Conseil d'Administration

(Composition à l'Assemblée Générale du 6 mai 2011)

Mohamed CHAÏBI Administrateur, Président Directeur Général

Mustapha FARIS Administrateur, Président d'honneur

Jean-Paul MERIC Administrateur, Vice-Président Directeur Général Délégué

Anass HOUIR-ALAMI Administrateur, Vice-Président

Abdallah BELKEZIZ Administrateur

Yves René NANOT Administrateur

CIMENTS FRANCAIS Administrateur

Représenté par Yves René NANOT

ABU DHABI FUND FOR DEVELOPMENT Administrateur

Représenté par Adel AL HOSANI

SODECIM Administrateur

Représenté par Giovanni FERRARIO

COFIPAR Administrateur

Représenté par Philippe MARCHAT

MENAF Administrateur

Représenté par Giovanni MAGGIORA

FIPAR HOLDING Administrateur

Représenté par Mohammed Amine BENHALIMA

CIMR Administrateur

Représenté par Khalid CHEDDADI

Laurent MEYNET Secrétaire*

Commissaires aux comptes

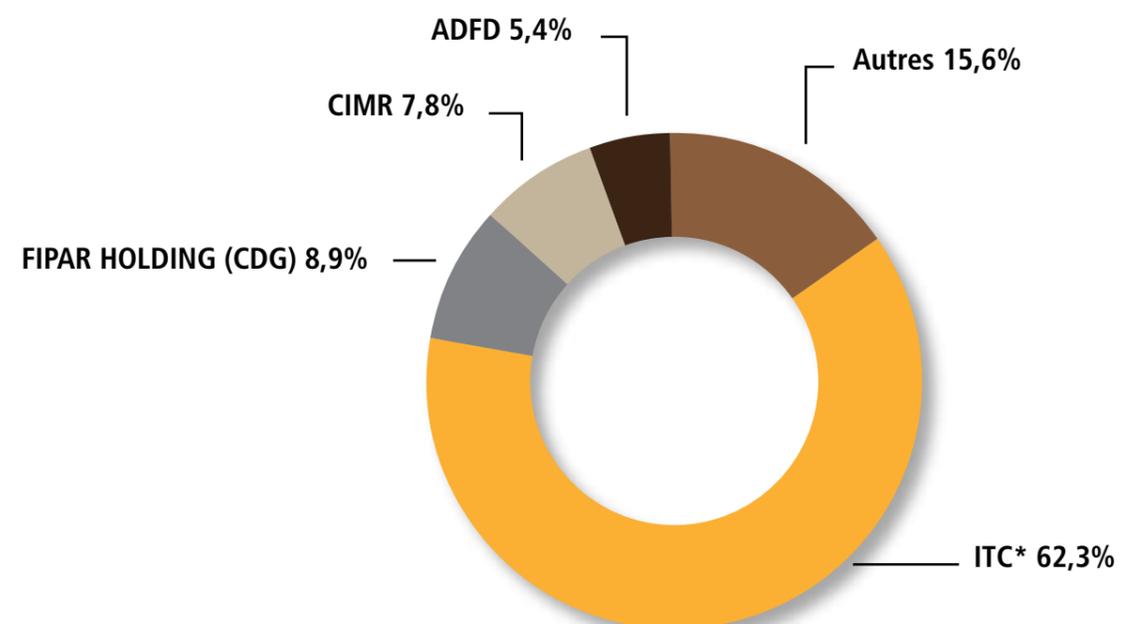
KPMG
ERNST & YOUNG

* Non Administrateur.

ACTIONNARIAT



Actionnariat au 31 décembre 2010



ITC : Italcementi SpA (* par Ciments Français)
ADFD : Abu Dhabi Fund For Development
CIMR : Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites
CDG : Caisse de Dépôt et de Gestion

HISTORIQUE



1951 Création de la Société des Ciments d'Agadir, filiale à 100% de la société Ciments Français. La cimenterie dispose d'une capacité de 60 000 tonnes par an qui passera 7 ans plus tard à 100 000 tonnes par an. En 1991, elle atteindra 1,1 million de tonnes par an.

1969 Introduction à la bourse des valeurs de Casablanca de la Société des Ciments d'Agadir puis quatre ans plus tard, ouverture du capital de la société aux actionnaires marocains. La part de Ciments Français passe alors à 37%.

1989 Création de deux filiales dans les matériaux de construction : Bétomar pour le béton prêt à l'emploi (BPE) et Sagram pour les granulats. Ces deux sociétés fusionneront 10 ans plus tard sous le seul nom de Bétomar.

1990 Redevenu actionnaire majoritaire, Ciments Français lance la construction d'une nouvelle cimenterie d'une capacité de 600 000 tonnes à Safi avec la SNI et la BNDE en constituant la société Cismafi. Cette capacité a été augmentée progressivement pour atteindre aujourd'hui 1 million de tonnes.

1991 Lancement du programme d'intégration environnementale de l'usine d'Agadir.

1992 Prise de contrôle de Ciments Français par Italcementi SPA. Cismasfi et la Société des Ciments d'Agadir fusionnent sous le nom de Ciments du Maroc.

1997 Adoption d'une nouvelle identité visuelle, à l'instar des autres filiales d'Italcementi Group.

1999 Fusion absorption de la société Asmar contrôlant la cimenterie de M'Zoudia (région de Marrakech) par Ciments du Maroc.

2001 Création de la filiale Indusaha à Laâyoune et entrée en production du centre de broyage de Laâyoune. Finalisation du processus de certification ISO 9002 pour l'ensemble des usines Ciments du Maroc (Marrakech en 2001, Agadir en 1999 et Safi en 1998).

2002 Ciments du Maroc fête ses cinquante ans. Ouverture et mise en service de la carrière d'Ouled Abbou de Bétomar.

2003 Création de la filiale d'adjuvants Axim Maroc. Certification ISO 14001 de l'ensemble des sites de Ciments du Maroc.

2005-2006 Convention d'investissement de 3,6 milliards de dirhams avec l'Etat marocain pour la construction d'une nouvelle cimenterie (Aït Baha) et l'optimisation des performances des usines de Marrakech et de Safi.

2007 Certification ISO 14001 de la carrière d'Ouled Abbou : première carrière de granulats certifiée au Maroc. Lancement en février des travaux de la nouvelle cimenterie d'Aït Baha.

2008 Obtention par Ciments du Maroc du prix Innovation Plages Propres dans le cadre de son intervention sur la plage de Safi.

2009 Mise en service du premier broyeur à ciment de l'usine d'Aït Baha et de la nouvelle usine d'adjuvants d'Axim Maroc à Aïn Sebaâ.

2010 Mise en service de la cimenterie d'Aït Baha, d'une capacité de production de 2,2 millions de tonnes et doublement de la capacité du centre de broyage à Laâyoune, en la portant à 500 000 tonnes.

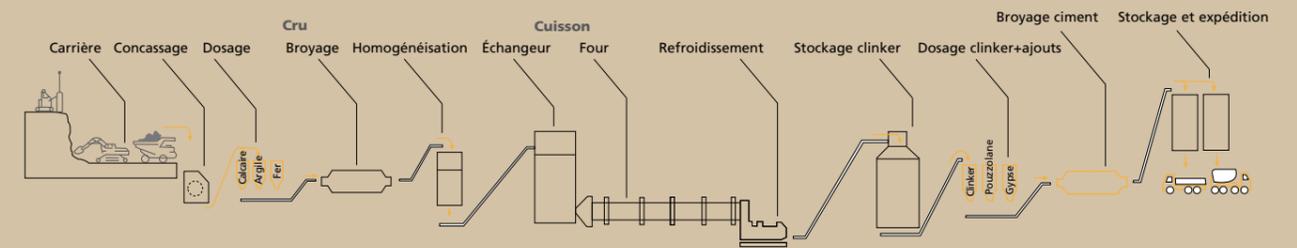
MÉTIER



Le ciment

Le ciment est un produit de proximité dont la production requiert des investissements lourds et des réserves en matières premières suffisantes et de bonne qualité.

Les usines de Ciments du Maroc sont installées à proximité de carrières dont les réserves permettent de faire face aux besoins d'exploitation à long terme. Les matières premières prélevées dans les carrières (calcaire 80% et argile 20%) sont concassées, broyées finement puis séchées : elles donnent le «cru». Porté à une température avoisinant les 1450 °C dans un four rotatif, ce cru subit ensuite des réactions chimiques complexes qui le transforment en clinker. Étape finale, le ciment est obtenu en broyant finement le clinker avec du gypse et divers ajouts qui déterminent les qualités attendues du produit final.



Nos produits...

Pour répondre aux besoins spécifiques de ses clients, Ciments du Maroc met à leur disposition une large gamme de ciment gris. Ces produits qui sont fabriqués dans ses usines conformément à la norme marocaine NM 10.1.004, sont commercialisés en sacs ou en vrac. Ils peuvent être livrés en vente départ usine ou en vente rendue adresse du client.

La gamme de produits se compose de : CPJ 35, CPJ 45, CPJ 55, CPA 55, CPJ 45 Prise Mer, ainsi que le ciment super blanc, fabriqué dans les usines d'Italcementi Group en Egypte.

Ciment CPJ 35

Le CPJ 35 est un ciment Portland avec ajouts, qui contient un pourcentage minimum en clinker de 65%, le reste étant constitué de gypse et d'ajouts (calcaire, cendres volantes, pouzzolanes). Parmi les principales caractéristiques garanties par la norme, la résistance à la compression à 28 jours doit être supérieure à 22,5 Mpa.

Le CPJ 35 est utilisé pour la préparation des bétons faiblement sollicités, béton non armé et tous les types de mortiers.



Ciment CPJ 45

Le CPJ 45 est un ciment Portland avec ajouts, qui contient un pourcentage minimum en clinker de 65%, le reste étant constitué de gypse et d'ajouts (calcaire, cendres volantes, pouzzolanes). Parmi les principales caractéristiques garanties par la norme, la résistance à la compression à 28 jours doit être supérieure à 32,5 Mpa.

Le CPJ 45 est utilisé pour réaliser des bétons fortement sollicités (structures porteuses et fondations), des bétons armés courants et des éléments préfabriqués en béton armé ou non armé (poutres, poutrelles, éléments de grande surface, buses, hourdis) ou pour réaliser des travaux spéciaux tels que les barrages ou des ouvrages de génie civil ou industriel.



Ciment CPJ 55

Le CPJ 55 est un ciment Portland avec ajouts. Les niveaux de qualité garantis par la norme (en particulier les résistances à 28 jours supérieures à 42,5MPa) lui confèrent une bonne aptitude pour la confection des bétons armés destinés aux ouvrages bâtiment et travaux publics.

Ciment CPA 55

Le CPA 55 est un ciment pur, qui contient un pourcentage minimum de 95% de clinker. Ses hautes performances mécaniques, particulièrement les résistances à la compression développées aux jeunes âges, lui permettent d'être utilisé pour les bétons très sollicités ou nécessitant un décoffrage rapide comme la préfabrication des éléments en béton armé ou précontraint.

Ciment CPJ 45 Prise Mer

Le ciment CPJ 45 Prise Mer est fabriqué conformément aux deux normes suivantes :

- NM 10.1.004 : Liants hydrauliques ;
- NM 10.1.157 : Ciments pour travaux à la mer.

Le CPJ 45 Prise Mer contient au minimum 65% de clinker, le reste étant constitué de gypse et d'ajouts (calcaires, cendres volantes et pouzzolanes). Les constituants chimiques du clinker ainsi que les pourcentages maximums des ajouts sont définis par la norme NM 10.1.157. Ces ciments sont destinés à la confection des bétons nécessitant des performances qui leur permettent de mieux résister aux éléments chimiques présents dans les milieux agressifs tels que les eaux marines, etc...

Ciment Superblanc

Le ciment Superblanc est un ciment de type CEM I 52.5 N selon l'EN 197-1, spécialement conçu pour tous les travaux de revêtements et ouvrages architectoniques et décoratifs. Il peut être utilisé pour réaliser un béton apparent et architectonique, un béton préfabriqué, des revêtements de sol et muraux en pierre artificielle ou des voiries piétonnes (dallages, pavés autobloquants).



... et nos services



Assistance technique

Premier cimentier à investir dès 2003 dans l'achat d'un laboratoire mobile, Ciments du Maroc dispose avec cette unité moderne et hautement technologique d'un outil performant capable d'effectuer plus de 80 prestations d'assistance technique par an sur les matériaux granulats, mortiers et bétons. Autre bénéfice : la possibilité de réaliser une large palette de tests de pointe sur granulats, mortier, béton frais, béton durci, agglos et hourdis ainsi que des essais spéciaux : maturométrie, essais MBE (Mortier du Béton Equivalent), essais sur coulis de ciment ou identification rapide des ciments.

Nos entreprises clientes des secteurs de la préfabrication, du béton prêt à l'emploi et de la route peuvent également compter sur les services de notre département Assistance Technique pour optimiser des études de formulation de béton, participer à la mise au point du processus industriel en préfabrication ou proposer des essais spécifiques liés au développement de nouvelles techniques.

Service du Rendu

Un parc de camions et un service logistique permettant d'assurer dans les meilleures conditions de sécurité, de coût et de service, le transport du ciment vrac et sac est mis à la disposition des clients qui le désirent.



Les granulats

Les granulats servent de matière première pour le béton, la maçonnerie, l'asphalte, ainsi que de matériaux de base pour la construction de routes, de remblais et de bâtiments.

Les granulats sont des sables et des graviers naturels, provenant de carrières de roches alluvionnaires ou massives. Les granulats se différencient par leur composition physique et chimique, en particulier par leur granulométrie et leur dureté. La géologie locale détermine les types de granulats disponibles sur un marché donné et tous les granulats ne sont pas disponibles sur tous les marchés. Environ 70% des granulats sont utilisés dans l'industrie du bâtiment et constituent les composants essentiels des matériaux de construction : béton, béton prêt à l'emploi, préfabrication... Le reste de la production est destiné aux travaux routiers.

Le béton prêt à l'emploi (BPE)

Une large gamme de bétons prêts à l'emploi permet de répondre aux différents besoins des clients.

Le BPE est un mélange de ciment, de granulats, d'eau et d'adjuvants, dont la composition répond à des exigences techniques très rigoureuses. Il durcit pour former le matériau de construction le plus couramment utilisé dans le monde. Sa résistance à la traction et à la pression, sa durabilité, ses temps de prise, sa facilité de pose, son esthétique et sa maniabilité sous différentes conditions climatiques et de construction sont les principales caractéristiques que nos clients prennent en compte pour l'achat du béton. Il est livré par des camions toupies directement sur les chantiers aux entreprises de construction. En garantissant une qualité régulière, une cadence importante des livraisons et une assistance à la mise en œuvre, le BPE permet aux entreprises de gagner du temps et d'assurer leurs prestations dans des délais plus rapides.



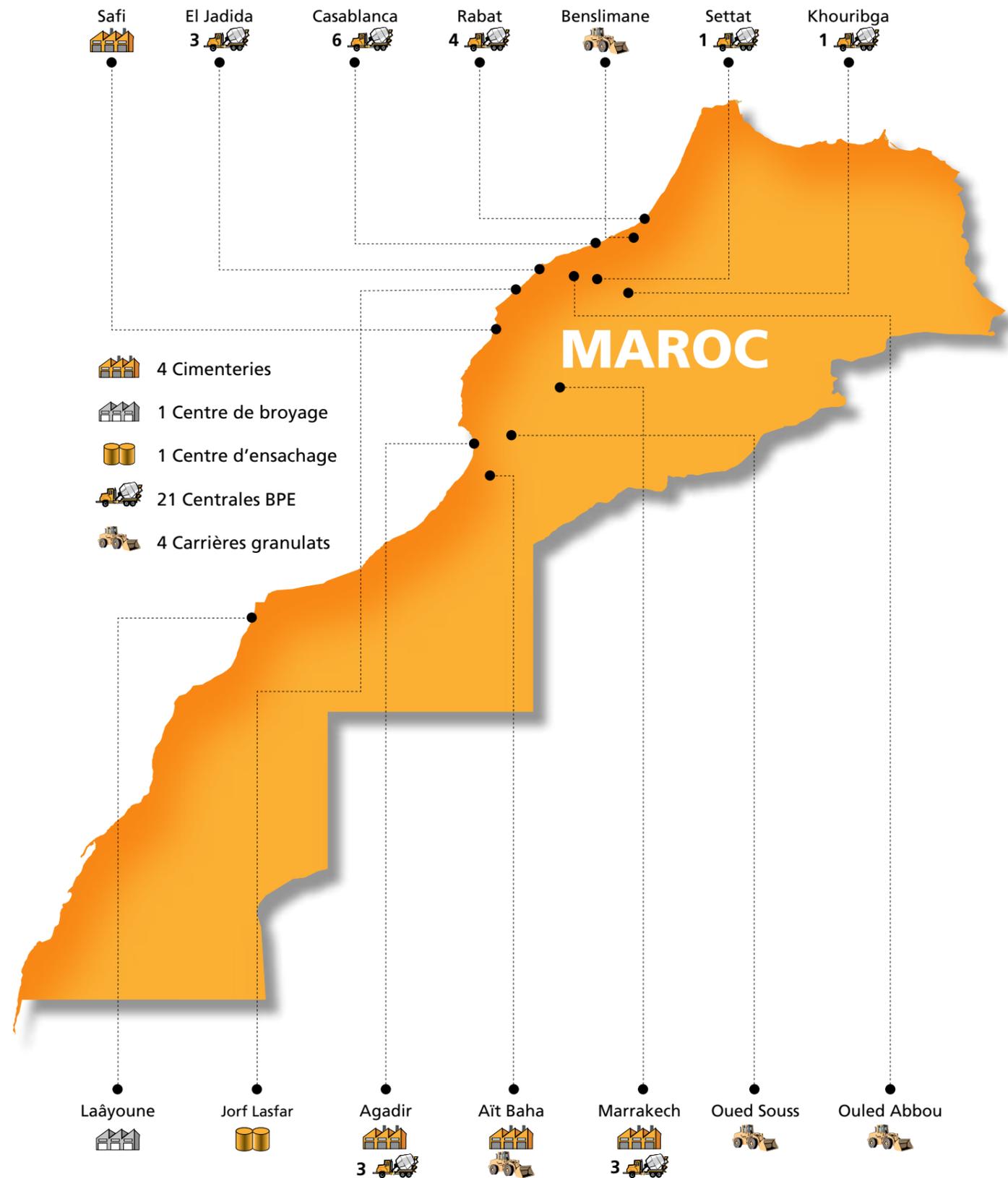
Les adjuvants

Produits chimiques introduits en faible quantité dans le ciment ou le béton, les adjuvants permettent d'améliorer certaines de leurs propriétés spécifiques sans pour autant altérer leurs fonctionnalités intrinsèques.

Chercheurs et ingénieurs travaillent en permanence pour mettre au point de nouvelles molécules afin de fournir des ciments et des bétons encore plus résistants, durables, fonctionnels et toujours esthétiques. Les adjuvants sont incorporés dans le béton à faible dosage (5% maximum par rapport au poids du ciment) et permettent de modifier certaines propriétés du béton frais et durci telles que la rhéologie, le temps de prise et la résistance... Ils peuvent être d'origine naturelle ou de synthèse, minéraux ou organiques (monomères ou polymères). Leur effet est variable en fonction du dosage mis en œuvre.

IMPLANTATIONS

au Maroc



Nos usines



Anza Agadir

Mise en service en 1951, cette usine a largement contribué au développement de toute la région Sud.

Certifiée ISO 9002 en 1999 et première cimenterie certifiée ISO 14001 au Maroc (2001), l'usine a fait l'objet d'importants programmes de mise à niveau environnemental, paysager et architectural.

Cette cimenterie aura marqué l'histoire de la région Sud du Maroc puisqu'elle a survécu au tremblement de terre d'Agadir de 1960 et la quasi-totalité des constructions de la région ont été réalisées avec le ciment produit par cette usine.

Après 60 ans de bons et loyaux services, cette cimenterie sera arrêtée courant 2011. La nouvelle usine d'Aït Baha prendra le relai.



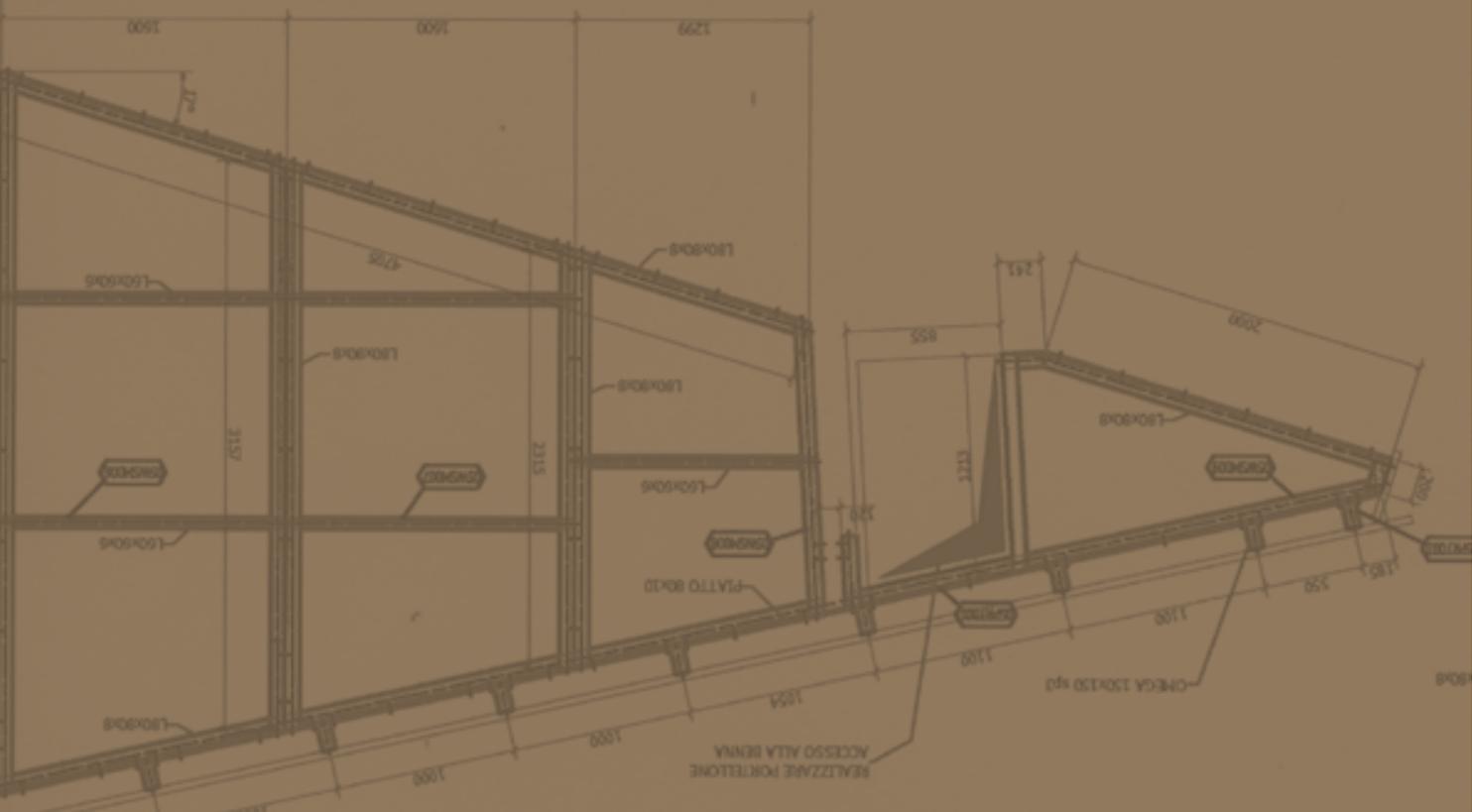
Aït Baha

Commune Imi Mqorn, Province de Chtouka Aït Baha

Mise en service en juillet 2010, l'usine d'Aït Baha est l'une des plus modernes cimenteries dans le monde. Elle a bénéficié des technologies les plus avancées en matière de protection de l'environnement et d'économie de l'énergie et de l'eau. D'une capacité de production de 2,2 millions de tonnes de ciment, facilement extensible au double, ce site est destiné à couvrir les besoins en ciment de la Région Souss-Massa-Drâa et tout le Grand Sud Marocain.

L'usine est composée d'une ligne de cuisson de 5.000 t/j (le plus gros four actuellement au Maroc) du constructeur danois FLS, de deux broyeurs à ciment verticaux du constructeur allemand Loeshe, d'un atelier d'ensachage et de chargement mécanisé de haute performance (8.000 t/j) et d'un atelier de palettisation. Les technologies déployées dans cette usine lui confèrent des performances énergétiques et environnementales des plus économiques.

Il est à signaler que c'est une des rares usines au monde à être dotée d'une technologie de cogénération consistant en la production d'électricité à partir de la chaleur résiduelle des gaz de four traditionnellement rejetés dans l'atmosphère.



Marrakech

Commune de M'Zoudia, Province de Chichaoua

Mise en service en 1976, cette usine a été intégrée dans le dispositif Ciments du Maroc suite à l'acquisition de la société ASMAR en 1999. Certifiée ISO 9002 en 2001 et ISO 14001 en 2003, elle a connu plusieurs rénovations pour atteindre aujourd'hui une capacité de production de 1,4 million de tonnes de ciment. Elle fait actuellement l'objet d'un programme complémentaire de mise à niveau environnemental consistant au remplacement des électrofiltres par des filtres à manches.



Safi

Commune d'Eyir, Province de Safi

Mise en service en 1992, cette usine a fait l'objet d'un important programme de rénovation en 2005 pour atteindre aujourd'hui une capacité de production de 1 million de tonnes par an. Première cimenterie au Maroc certifiée ISO 9002 en 1998, puis ISO 14001 en 2003, elle est l'une des plus performantes sur le plan de la consommation énergétique. L'usine de Safi enregistre d'excellentes performances environnementales, permettant de valoriser des pneus déchiquetés et des cendres volantes.



Laâyoune

Commune de Fom El Oud, Province de Laâyoune

Construite en 2001, cette usine de broyage et de conditionnement possède une capacité de 250.000 tonnes. Afin de satisfaire les besoins croissants en ciment des Provinces du Sud, celle-ci a été portée à 500.000 tonnes en 2010. Grâce à cette augmentation de capacité, l'usine a réduit sa facture énergétique en utilisant les créneaux d'énergie électrique les moins onéreux.



Centre d'ensachage de Jorf Lasfar

Port de Jorf Lasfar

Ce terminal de réception, conditionnement et commercialisation du ciment facilite l'approvisionnement du marché de Jorf et El Jadida.



RESSOURCES HUMAINES et informations sociales



Italcementi Group et Ciments du Maroc à l'écoute de leurs collaborateurs

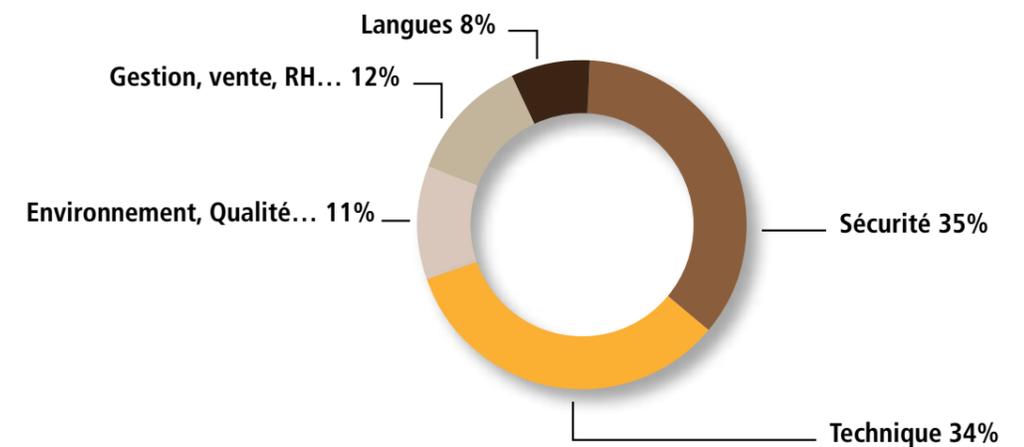
Après une première enquête d'opinion en 2007 auprès de ses collaborateurs, Italcementi Group a lancé en 2010 une 2ème vague d'enquête d'opinion au niveau de l'ensemble de ses filiales dans le monde, dont le Maroc. Les résultats de cette enquête ont montré de manière générale une satisfaction des actions menées aussi bien par Ciments du Maroc que par Italcementi Group. Le taux de participation a atteint 55% des effectifs. Au niveau local, l'année 2010 a été caractérisée par le maintien d'un dialogue social périodique avec les représentants du personnel pour être à l'écoute des préoccupations des collaborateurs.

Nouveau système d'informations et de gestion RH

L'année 2010 a vu la mise en place d'une nouvelle version du système d'information des Ressources Humaines. Le basculement vers le nouveau système de gestion s'est déroulé avec succès. Par ailleurs, une attention particulière a été accordée à l'amélioration des procédures de fonctionnement de la gestion Ressources Humaines.

Formation

L'effort formation de cette année a été porté sur le démarrage de la nouvelle usine d'Aït Baha et le lancement des projets groupe tels que la gestion des risques, le développement durable, etc... Le plan de formation a bénéficié à 492 collaborateurs et a porté sur 18608 heures de formation.



Les principaux objectifs ont été :

- le renforcement des capacités techniques et managériales du personnel ;
- l'accompagnement des transferts des compétences et les changements correspondants ;
- la mise en place des nouveaux projets : RH, risk compliance, sécurité, développement durable, etc...

Effectifs

Dans le cadre de la mise en service de la nouvelle cimenterie d'Aït Baha, 90 personnes ont été redéployées de l'usine d'Anza et un complément d'effectif de 80 personnes a été recruté puis formé dans les différentes usines du groupe.

Effectifs par entité juridique au 31 décembre	31/12/2010	31/12/2009
Ciments du Maroc	695	729
Bétomar	288	300
Indusaha	31	30
Axim Maroc	22	20
Total	1 036	1079

INITIATIVES

à caractère social



Depuis plusieurs années, Ciments du Maroc mène un important programme de mécénat en cohérence avec ses activités. D'où des investissements socialement responsables menés en partenariat avec des fondations et des associations caritatives au niveau régional afin de prendre en compte les besoins éducatifs, culturels et sanitaires des populations des localités attenantes aux sites de Ciments du Maroc et de ses filiales. Cet engagement s'articule autour de trois grands domaines : l'éducation, la culture et la protection de l'environnement.

Éducation et social

Ciments du Maroc, fidèle à son engagement envers la communauté, consolide sans cesse sa vocation d'entreprise responsable et citoyenne, à travers son soutien à différentes actions sociales initiées dans le cadre des programmes de diverses fondations et associations et les projets de développement à caractère socio-éducatif.

Mise à niveau de deux écoles rurales

Dans le cadre de la convention signée entre le Secrétariat d'État à l'Eau et l'Environnement et l'Association Professionnelle des Cimentiers définissant un programme annuel de mise à niveau de certaines écoles rurales, Ciments du Maroc a procédé à la mise à niveau de deux écoles, EL BOUHIDATE et TOUAJNA, dans la Province de Safi. Les travaux ont consisté en la construction d'une classe, l'aménagement des cours de récréation, l'alimentation en eau à partir d'un puits, la construction d'un château d'eau et une mise à niveau des sanitaires.

Parrainage de la construction de deux bibliothèques scolaires

Deux opérations de construction de bibliothèques dans deux écoles de Casablanca (école Ibn Baitar située dans le quartier d'Aïn Diab et l'école Binlamdoun El Jadida située à Aïn Chock) ont été parrainées en 2010. La création de ces nouveaux espaces de lecture entre dans le cadre de la première édition de Jawh'art, manifestation à caractère culturel initiée par le Carrefour des Arts, et à laquelle Ciments du Maroc apporte tout son soutien pour la sensibilisation des jeunes à la lecture.

Action citoyenne au profit des enfants des communes rurales de Sbiate et de M'Zoudia

Ciments du Maroc a participé au développement des activités scolaires et parascolaires à l'école primaire de la commune rurale Sbiate (Province de Youssoufia) et à l'organisation de campagnes médicales au profit des élèves de l'école primaire de cette commune et de leurs familles. Par ailleurs, Ciments du Maroc a également distribué 250 cartables avec livres scolaires aux enfants démunis des écoles primaires et secondaires de M'Zoudia.

Sponsoring du Forum Etudiants - Entreprises (Marrakech) et soutien à la Fondation Académia

Ces deux actions ont pour but la promotion de l'excellence au profit des bacheliers souhaitant intégrer de grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce.

L'engagement social de Ciments du Maroc s'est également traduit en 2010 par la contribution à l'achat de vélos au profit de l'association l'Heure Joyeuse, à la participation dans la construction d'une mosquée dans la région de Laâyoune, au soutien à l'association Al Kawtar dans le but de promouvoir les activités génératrices de revenus au profit des femmes handicapées et à l'opération «Ramadanyates» initiée par l'Association Casablanca Carrieres Centrales (don de 300 paniers de denrées alimentaires pendant le Ramadan). Enfin, outre la réalisation d'une route d'accès au village Drarga situé à proximité de la carrière Oued Souss et un don de matériaux pour la construction d'une route d'accès aux villages autour de la carrière Ouled Abbou, Ciments du Maroc a apporté une contribution financière pour le programme Eco-solidarité en partenariat avec l'Observatoire de la Palmeraie de Marrakech.

Culture et mécénat

Entreprise citoyenne, Ciments du Maroc œuvre pour favoriser le développement social pour tous. Pour preuve, son partenariat avec diverses fondations et son soutien à plusieurs associations caritatives. Autre engagement, son soutien aux initiatives artistiques et culturelles.

Culture...

Ciments du Maroc a participé à l'organisation de plusieurs festivals : Printemps du Haouz à Benguerir, Mawazine à Rabat, Timitar et Igoudar à Agadir et Les Andalouses Atlantiques à Essaouira.

... et mécénat sportif

Ciments du Maroc s'engage dans le sponsoring sportif à travers le soutien financier à l'équipe de football Hassania d'Agadir, la "Course Internationale sur route de Feu Rah Fdaili" dans la région d'Assa Zag, la compétition annuelle "Rallye du Maroc Classic" et la 3^{ème} édition du Grand Prix de Marrakech. Autre sport, le golf avec une participation au tournoi de golf tenu le 4 mai au Royal Golf de Mohammedia et le sponsoring du «Team ATH», équipe regroupant les trois meilleurs joueurs professionnels nationaux de golf, sélectionnés pour représenter le Maroc dans les diverses compétitions internationales.

Sensibilisation à la protection de l'environnement



Ramassage et incinération des sacs plastiques

À l'occasion de la journée de la Terre, Ciments du Maroc a organisé dans les différentes villes du Royaume où le groupe est implanté, une vaste opération de sensibilisation à la préservation de l'environnement. Cette action marquée par l'implication effective des populations locales porte sur le ramassage et l'incinération des sacs plastiques. Réalisée en partenariat avec l'Association Professionnelle des Cimentiers, le Ministère de l'Environnement, l'Observatoire de la Palmeraie de Marrakech et les autorités locales, cette initiative

citoyenne a permis de ramasser près de 28,5 tonnes de sacs plastiques qui ont été ensuite incinérés dans les fours du groupe à travers le Royaume. Cette opération de sensibilisation a connu un franc succès grâce à l'adhésion des populations locales, des associations, des élèves et du corps enseignant des écoles proches des zones de collecte.

Ciments du Maroc s'inscrit dans la biodiversité

Dans le cadre de la journée mondiale de l'environnement célébrée le 5 juin 2010, Ciments du Maroc a organisé un concours de création et de recyclage destinés aux enfants des employés de tous ses sites de production. Le concours qui a réuni près de 800 filles et garçons âgés de 4 à 12 ans a consisté en la réalisation de créations artistiques à travers des ateliers de peinture, de sculpture et de collage, qui ont été mis en place pour la circonstance sur les différents sites. La manifestation a été clôturée par une exposition des différents travaux dans les locaux du siège casablancais de Ciments du Maroc.

Ciments du Maroc lutte contre la désertification

Ciments du Maroc a organisé en juin 2010, en partenariat avec la direction des eaux et forêts, une opération de plantation d'arganiers dans la région d'Agadir. Cette action a été réalisée par les enfants des employés de la cimenterie d'Aït Baha, et ce, dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre la désertification.

Plantation de 2 000 arbres aux abords de la cimenterie de Marrakech

Ciments du Maroc a lancé la plantation de 2 000 arbres aux abords de la cimenterie de Marrakech sur la ceinture verte de la route nationale entre M'Zoudia et Chichaoua en collaboration avec l'Administration des Eaux & Forêts de la Province de Chichaoua.

Campagne Plages Propres 2010

Pour renforcer l'image d'entreprise citoyenne de Ciments du Maroc tout en sensibilisant les enfants estivants et leurs parents sur l'importance de la préservation de l'environnement, une opération Plages Propres a été organisée, en collaboration avec la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement, sur la plage principale de Safi durant l'été 2010, à travers une animation ludique et diversifiée avec comme thème principal, la célébration des 40 ans de la journée de la Terre.



Quatre ateliers en rapport avec la journée de la Terre (éducatif, artistique, sportif, musical) ont permis aux enfants âgés de 6 à 15 ans de choisir différentes activités, de la construction de cerfs volants à la réalisation de tableaux ou cadres photos en mosaïque, en passant par une compétition sportive composée d'épreuves insolites telles que la course en sac, le parcours d'obstacles, les seaux troués.

De plus, un circuit pour sensibiliser sur les risques encourus par le non respect du code de la route et encourager la population estivale à adopter des comportements respectueux du code de la route a été mis en place.

SÉCURITÉ

Un engagement sans faille

Ciments du Maroc a depuis toujours pris conscience de l'importance de la sécurité. De 1991 à 2000, plusieurs actions ont été menées, focalisées principalement sur la minimisation des risques importants et l'amélioration des conditions de travail, la formation et la sensibilisation de l'ensemble du personnel sur les moyens de protection et de prévention.

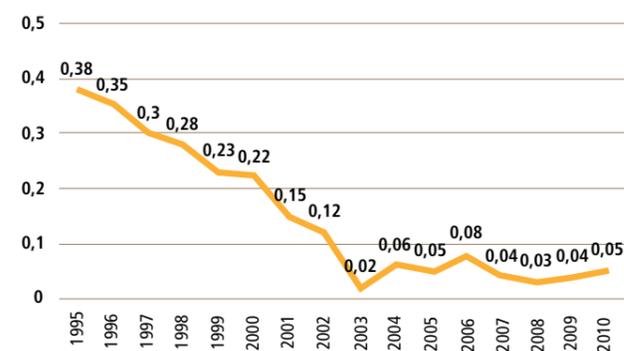
De 2000 à 2007, Italcementi Group a lancé le projet ZERO INFORTUNI (ZERO ACCIDENT) avec une nouvelle stratégie de mise en œuvre de la sécurité dans toutes ses filiales. La mise en place de ce projet a permis d'uniformiser et d'orienter la vision globale et l'action locale sur la gestion de la sécurité.

Depuis 2007 à aujourd'hui, une nouvelle dynamique a été engagée par la mise en place de la démarche ZERO ACCIDENT. Les principaux objectifs de cette démarche sont :

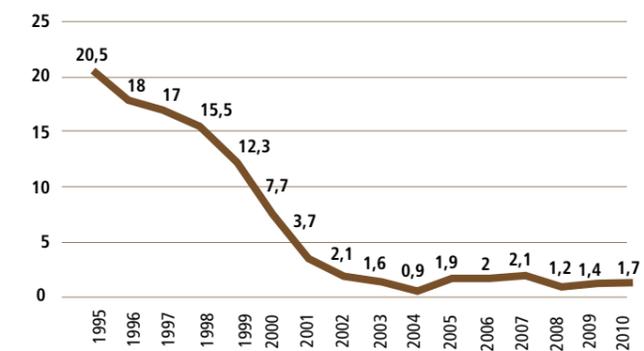
- la consolidation des acquis du projet ZERO INFORTUNI ;
- la mise en place des standards Groupe visant à minimiser les écarts dans la façon de travailler pour l'ensemble des usines à travers tous les pays et pour tous les risques communs ;
- la mise en place d'une nouvelle politique sécurité en liaison avec les nouvelles stratégies de développement durable d'Italcementi Group ;
- l'identification des objectifs à la fois individuels et collectifs ;
- la mise en place d'un nouveau processus de gestion des sous-traitants ;
- la mise en place d'un programme de formation pour accompagner la mise en œuvre de cette démarche.



Taux de gravité



Taux de fréquence



INFORMATIONS

environnementales



Une entreprise citoyenne et engagée

L'engagement environnemental de Ciments du Maroc émane de sa responsabilité sociale. Poursuivant son processus d'amélioration continue de ses performances environnementales en harmonie avec les ambitions de notre pays en la matière, Ciments du Maroc encourage toutes les initiatives nationales et locales relatives à la protection de l'environnement.

Ciments du Maroc développe son action pour le respect de l'environnement autour des axes suivants :

- la mise en place d'un système de management environnemental certifié ISO 14001 pour une démarche environnement structurée et dotée de moyens appropriés pour contrôler les impacts liés à son activité ;
- la diminution des impacts : c'est le cas des poussières dont les rejets ont considérablement diminué grâce à une amélioration continue des équipements de filtration ;
- le recours aux procédés innovants comme la cogénération à partir des gaz résiduels chauds d'énergie électrique à un niveau de 2MW sans recours à l'utilisation d'eau, à l'usine d'Aït Baha ;
- la valorisation des déchets et résidus industriels par la consommation des CMS (Combustibles et Matières de Substitution) : pneus déchiquetés, laitier, cendres volantes ;
- la réduction des émissions CO₂ : des plans d'actions sont engagés dans ce domaine, notamment l'amélioration des coefficients d'ajout, énergie renouvelable (parc éolien à Laâyoune), combustibles de substitution, cogénération...

Parmi les réalisations 2010, on peut citer :

- la mise en service de la cimenterie d'Aït Baha, destinée à remplacer celle d'Anza, avec de hautes performances environnementales et de réduction de la consommation d'énergie ;
- la mise en service de la centrale de cogénération d'Aït Baha ;
- le lancement du projet de remplacement des électrofiltres de Marrakech par des filtres à manches qui vont permettre la réduction de façon drastique des émanations de poussières ;
- la mise en service du deuxième broyeur de Laâyoune ayant permis l'effacement en heures de pointe de l'appel d'énergie électrique, ce qui contribue à la réduction de la demande pendant la période critique pour le producteur national.

Dans son domaine d'activité, **Bétomar**, a également renforcé son image d'entreprise pionnière, leader et modèle, en matière de protection de l'environnement. Plusieurs actions viennent consolider en 2010 sa politique environnementale et améliorer ses performances environnementales :

- renouvellement pour une période de 3 ans de la certification ISO 14001 de la carrière Ouled Abbou, première et unique carrière de granulats certifiée à ce jour au Maroc ;
- électrification de la carrière de Benslimane, générant une économie de carburant et une limitation des émissions CO₂ ;
- lancement du processus de certification de la carrière granulats Oued Souss et du site BPE de Lissasfa.

De son côté, **Axim Maroc** a finalisé fin 2010 son processus de certification, selon le référentiel intégré ISO 9001 / ISO 14001.

GESTION des risques

Un levier de management pour maîtriser les processus

Opérant dans différents pays et continents, Italcementi Group a fait de la Gestion des Risques, entre autres outils, un des leviers de management lui permettant de maîtriser ses processus, de sauvegarder ses intérêts et de faire face aux turbulences que connaît l'environnement économique et politique international.

La gestion des risques étant partagée par tous les niveaux de l'entreprise, la démarche retenue a favorisé l'échange entre les opérationnels et les fonctionnels, que ce soit au niveau central ou bien au niveau des filiales. Cette démarche bidirectionnelle a permis d'établir une cartographie des risques considérés comme prédominants, ainsi que les règles de gouvernance liées et pour lesquels des plans d'action, en général pluriannuels, ont été établis.

Une structure dédiée, relayée par des structures locales, a été créée au niveau Corporate : elle a pour mission d'assurer l'évaluation permanente des risques, leur priorisation, leur degré de tolérance ainsi que la coordination et le suivi des plans d'action qui ont pour but d'en atténuer les conséquences. La transversalité des actions retenues constitue un avantage indéniable pour fédérer les différentes interventions et rapprocher encore les différents acteurs.

Chez Ciments du Maroc et ses filiales Bétomar et Axim Maroc, le sujet retient l'attention de la Direction, étant donnée la diversité des métiers et la répartition géographique des sites de production. Entre autres domaines retenus dans la cartographie, il y a :

- la fermeture de sites liée au développement urbain ;
- les nouvelles implantations et extension de sites ;
- la réglementation : émissions de gaz, environnement ...etc ;
- la disponibilité des ressources dans les carrières ;
- les ressources humaines : adéquation ressources-besoins, développement RH, conflits sociaux ... etc ;
- l'organisation et les processus de gestion ;
- l'approvisionnement ;
- la finance : liquidités et change ;
- les systèmes d'Information : sécurité des accès et des données ;
- le transport et la logistique.

Les différents projets sont entrés en phase active selon un planning qui ambitionne de traiter tous les scénarios de risque retenus sur une période de 4 années (2010-2013), au bout de laquelle émergeront certainement de nouveaux types de risques. Grâce à la dynamique créée, l'effort nécessaire pour y faire face sera optimisé.



FAITS MARQUANTS

de l'année 2010



Une nouvelle cimenterie à Aït Baha

Ciments du Maroc a vu en 2010 ses importants efforts en termes d'investissements productifs entrer en phase opérationnelle avec la finalisation du projet d'Aït Baha, pour un investissement de 3.5 milliards de dirhams.

Ciments du Maroc dispose, avec la mise en service d'Aït Baha, d'une unité de production de grande capacité (2,2 millions de tonnes par an) parfaitement en phase avec le marché. Équipée des dernières technologies, dont certaines inédites au Maroc, comme la cogénération, un système de récupération d'énergie émise par la chaleur des gaz chauds de cuisson du clinker, produisant de l'électricité. Aït Baha va permettre de clore la période de saturation de notre capacité de production, et de pouvoir désormais répondre pleinement aux attentes du marché, notamment de la zone de Souss-Massa-Drâa.

Ces capacités de productions retrouvées nous ont permis d'étoffer notre gamme de produits, avec en plus des classiques CPJ 35, CPJ 45 et Ciment Super Blanc CPJ 45, la relance des ciments CPJ 55 et CPA 55. Ces derniers sont livrés en vrac via un service dédié de livraison Rendu sous 24 heures, réalisé par une flotte de camions citernes propres à Ciments du Maroc ou de transporteurs agréés sous contrat exclusif.

Doublement de la capacité de production de Laâyoune

Autre investissement productif entré en phase opérationnelle en 2010, le deuxième broyeur de Laâyoune a permis de porter la capacité de production annuelle de 250 000 tonnes à 500 000 tonnes. Ce doublement de la capacité de production vient en réponse au dynamisme de la région des provinces du Sud, porté par les investissements publics et la demande en logements des populations locales.

Forte augmentation des prix d'achat du coke de pétrole sur le marché international

Le coke de pétrole importé et utilisé comme combustible pour le fonctionnement des fours de cimenteries a vu son cours augmenter fortement durant l'année 2010. Ainsi, l'augmentation moyenne du prix des combustibles a été d'environ 55%.

Forte progression des revenus financiers générés par la participation financière stratégique dans le capital de Suez Cement Company, premier producteur égyptien

Entrée en vigueur du nouveau code de la route

L'activité des matériaux de construction, en particulier le BPE et les granulats, a été significativement impactée en 2010 par l'entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2010 du nouveau code de la route. Aussi bien le transport amont des matières premières que le transport aval des produits finis, ont été fortement perturbés à cause des grèves des transporteurs réclamant la révision des conditions tarifaires suite à la limitation de la charge induite par le nouveau code et qui ont pour conséquences la perte importante des volumes sur les trois derniers mois de 2010 et la forte augmentation des prix de transport.

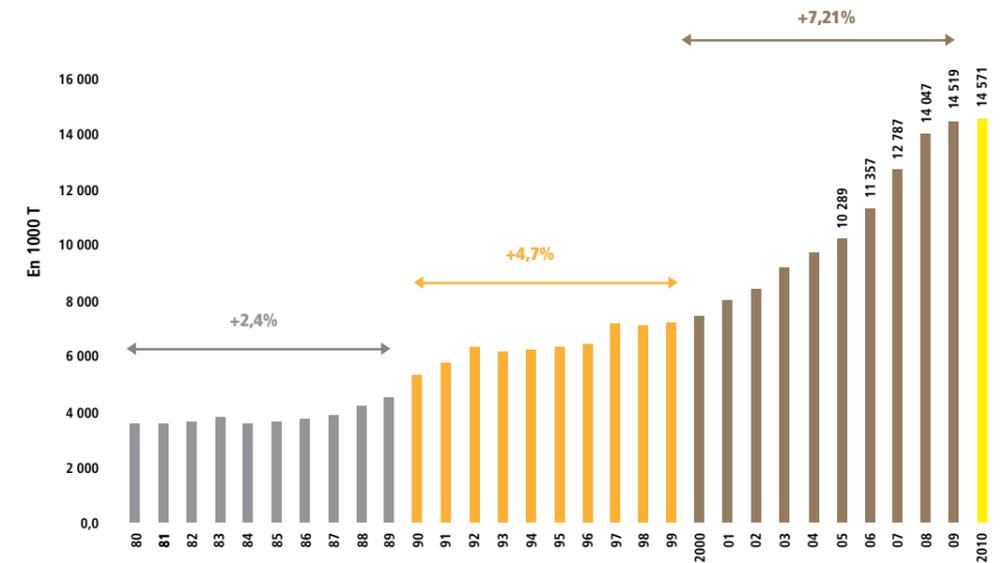
ANALYSE de l'activité



Activité Ciment

L'année 2010 a conforté le ralentissement des ventes, amorcé l'année précédente. La progression des ventes est tout juste positive avec une évolution de 0,35% pour l'année 2010 avec 14,57 millions de tonnes. Ce rythme de croissance est inférieur à la croissance enregistrée en 2009 (+3,4%), et surtout à celle enregistrée durant les années précédentes.

Évolution des ventes de ciment (1980-2010)



Pour autant, les fondamentaux restent solides. Tout d'abord, les agrégats macroéconomiques du secteur du BTP ont progressé en 2010. Ainsi, d'après Bank al Maghrib, l'année 2010 a connu une croissance de 9,6% du montant des crédits immobiliers (à 188 MMdhs à fin novembre 2010), permettant par là même au secteur d'être un des principaux secteurs créateur d'emplois en milieu urbain. D'après les chiffres du Ministère de l'Habitat, la production de logements sociaux a suivi la même tendance. Ensuite, la demande est toujours forte, avec un déficit en logement encore non résorbé qui demeure très élevé en milieu urbain, ce qui explique que pour une grande partie de la population, l'acquisition d'un logement conforme à leurs attentes en termes de confort et de proximité reste une priorité. Par ailleurs, les autres moteurs de la demande, le non-résidentiel et les infrastructures confirment leur progression avec la poursuite des grands travaux (autoroutes, barrages, ports) et la relance du programme des stations touristiques balnéaires.

Au cours de l'année 2010 et dans l'attente de la mise en service de la nouvelle capacité de production de clinker à Aït Baha, l'effort a porté sur la maximisation de la production de clinker via l'amélioration de la productivité des fours et l'optimisation des taux d'ajout.

Par ailleurs, des plans d'action ont été mis en place pour réduire les consommations thermiques et électriques afin de réduire l'impact de la hausse du coût du combustible constatée en 2010 par rapport à 2009.

La mise en service d'Aït Baha en juillet a permis de réduire les achats de clinker. Parallèlement la mise en service du second broyeur de Laâyoune a aidé à réduire significativement le coût énergétique par l'effacement pendant les heures de pointe où l'énergie électrique est la plus chère, tout en répondant pleinement à la demande.



Activité Matériaux

Le marché national BPE 2010 est estimé à 4,7 millions de m³, en légère progression de 2% par rapport à 2009. Le taux de pénétration s'est élevé à près de 11%. La part de marché des opérateurs non cimentiers ressort à près de 50%.

En 2010, Bétomar a enregistré une baisse de ses ventes BPE et granulats, respectivement de -12% et de -19% par rapport à 2009. Ce retrait s'explique par :

- l'impact du nouveau code de la route ;
- la forte baisse de la construction urbaine dans les bassins d'Agadir et de Marrakech ;
- l'entrée massive de nouveaux concurrents indépendants.

Bétomar maintient, néanmoins, sa position de leader sur les principaux chantiers d'infrastructure au Maroc grâce à son dispositif, son professionnalisme, sa démarche qualité et à sa politique d'innovation et de développement de nouveaux produits.

Le dispositif industriel de Bétomar à fin 2010 est de 21 centrales BPE et quatre carrières granulats.

Axim Maroc, spécialisée dans les adjuvants et les additifs pour béton et ciment, s'est définitivement imposée en 2010 comme opérateur majeur dans son domaine d'activité, grâce notamment à la qualité de ses produits et au plein rendement de l'usine d'Aïn Sebaâ, mise en service en juillet 2009.



RÉSULTATS



Des résultats opérationnels solides

COMPTES CONSOLIDES	2010	2009	Variation
Chiffre d'affaires opérationnel	3 629	3 599	+0,8%
Excédent brut d'exploitation	1 448	1 516	-4,5%
Résultat d'exploitation	1 156	1 321	-12,5%
Résultat net	872	970	-10,2%
Capacité d'autofinancement	1 199	1 155	+3,8%

Les ventes en volume de Ciments du Maroc et de sa filiale Indusaha ont enregistré, dans un contexte de marché en hausse de 0,4% comparativement à 2009, une progression de 2,9%.

Le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 3 629 MDH, en progression de 0,8% par rapport à 2009. L'excédent brut d'exploitation s'établit à 1 448 MDH, soit 39,9% du chiffre d'affaires opérationnel, le retrait de 4,5% de l'excédent brut d'exploitation résultant de la forte augmentation des prix d'achat des combustibles solides et de l'augmentation des coûts fixes relatifs au nouveau périmètre incluant la nouvelle usine d'Aït Baha.

Le résultat d'exploitation s'établit à 1 156 MDH, en retrait de 12,5%, les compléments de mise en service de l'usine d'Aït Baha ayant généré une augmentation des dotations aux amortissements. L'usine d'Aït Baha, d'une capacité de 2,2 millions de tonnes de ciment dans la région d'Agadir, a, après une période de réglage au cours du troisième trimestre 2010, enregistré un fonctionnement stable et conforme aux attentes, le second broyeur à ciment ayant démarré au cours du mois de décembre 2010.

Le résultat financier, intégrant une forte augmentation des dividendes reçus au titre de la participation de Ciments du Maroc dans la société Suez Cement Company, et une augmentation des charges financières due au financement de l'usine d'Aït Baha, génère un produit net de 94 MDH, en progression de 58 MDH. Le résultat exceptionnel, incluant les charges non courantes relatives à la fermeture prochaine de l'usine d'Agadir, se solde par une charge nette de 94 MDH, étant rappelé que le résultat exceptionnel de l'exercice précédent s'était soldé par une charge nette de 4 MDH, après retraitement des dernières reprises de provisions pour investissements industriels d'un montant, pour mémoire, de 270 MDH.

Le résultat net de l'exercice 2010 s'établit, ainsi, à 872 MDH, en retrait de 10,2% comparativement à celui de l'exercice 2009, la capacité d'autofinancement ressortant en progression de 3,8% pour s'établir à 1 199 MDH.



COMPTES SOCIAUX	2010	2009	Variation
Chiffre d'affaires opérationnel	2 974	2 804	+6,1%
Excédent brut d'exploitation	1 300	1 348	-3,6%
Résultat d'exploitation	1 047	1 208	-13,4%
Résultat net	816	1 175	-30,5%
Capacité d'autofinancement	1 108	1 045	+6,1%

Le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 2 974 MDH, en progression de 6,1%.

L'excédent brut d'exploitation s'établit à 1 300 MDH, en retrait de 3,6%.

L'excédent brut d'exploitation s'établit ainsi à 43,7% du chiffre d'affaires opérationnel, en retrait de 4,4 points par rapport à 2009.

Le résultat d'exploitation, après prise en compte des dotations aux amortissements générées par l'usine d'Aït Baha, s'établit à 1 047 MDH, en retrait de 13,4%.

Le résultat financier génère un produit net de 138 MDH, en progression de 64 MDH.

Le résultat net de l'exercice 2010 s'établit ainsi à 816 MDH, en retrait de 30,5% comparativement à celui de l'exercice 2009, qui bénéficiait d'un produit exceptionnel de 267 MDH après prise en compte d'une dernière reprise de provisions pour investissements industriels de 268 MDH.

La capacité d'autofinancement s'établit à 1 108 MDH, en progression de 6,1%.

PERSPECTIVES



Activité ciment

Les fondamentaux du secteur restent donc solides, et la forte reprise de décembre 2010 (+31,6% par rapport au même mois de décembre 2009), poursuivie par un rythme soutenu pour le début de l'année 2011 (+11,46% à fin mars 2011) laisse présager un nouveau cycle de croissance pour 2011. Concernant la structure de la demande, les tendances lourdes amorcées depuis quelques années se confirment, à savoir la progression de la part de marché des ciments à forte résistance, ainsi que celle du ciment livré en vrac au détriment du ciment livré en sac. Ces tendances démontrent la technicité et l'industrialisation croissante du secteur, tendances confortées par la progression de la préfabrication, du BPE et du BTP.

Activité matériaux

La relance des logements sociaux et le lancement d'importants projets d'infrastructure dans notre zone d'influence, augurent de bonnes perspectives en 2011 pour Bétomar et Axim Maroc.

Néanmoins, la concurrence déloyale due au non respect de la réglementation en matière de limitation de la charge transport risque d'avoir un impact négatif sur les volumes et les prix, si les autorités compétentes ne renforcent pas davantage le contrôle routier.

LA NOUVELLE cimenterie d'Aït Baha



Un projet de grande envergure

L'usine d'Aït Baha, une cimenterie de technologie avancée et répondant aux attentes de développement de sa région.

Elle répond à un double objectif : augmenter les capacités de production de Ciments du Maroc et accompagner la demande croissante en ciment dans le Royaume. Une demande boostée par le développement du logement social, la construction des infrastructures de base et la reprise des grands investissements touristiques et industriels. La mise en service de l'usine s'est échelonnée de novembre 2009 jusqu'à juillet 2010. La réalisation de ce grand projet de 3,5 milliards de dirhams, avec une capacité de production de 1,6 million de tonnes de clinker et 2,2 millions de tonnes de ciment par an, vient remplacer la cimenterie d'Agadir dont l'activité sera arrêtée en 2011 et renforcer l'outil industriel de Ciments du Maroc, en assurant l'approvisionnement d'un vaste marché s'étendant d'Agadir à Laâyoune.



Le site de la nouvelle cimenterie a été choisi en fonction de sa position géographique et de la disponibilité des matières premières. Situé au carrefour des trois grandes provinces de la région, Agadir, Taroudant et Tiznit, le site est plus proche que jamais de ses clients.

Implantée dans la plaine de Chtouka Aït Baha sur une surface de 100 ha, le site a bénéficié d'un important programme d'infrastructures. Ainsi, 35,6 Km de routes ont été réalisées dont 29 Km en élargissement-renforcement et 6,6 Km nouvellement créées.

Le site a été alimenté en électricité par la ligne THT 225 kV passant à proximité. Un poste électrique de 225 kV, 2x40 MVA a été construit.

L'eau a été ramenée de Biougra à l'aide d'une station de pompage et reprise sur 24 Km. Il est à signaler que l'usine a été conçue pour réduire au maximum la consommation d'eau.



L'usine a bénéficié des dernières technologies en matière de production et de protection de l'environnement et dispose des ateliers suivants :



- un atelier de concassage des matériaux calcaires de 1 500 t/h de marque Thyssen Krupp. La matière est acheminée par un transporteur aérien de 1.500 m jusqu'à l'usine, évitant ainsi la pollution générée par les engins de transport ;
- quatre halls de stockage et extraction de matières premières, ajouts et combustibles du constructeur Bedeschi, le tout étant couvert avec stockage et extraction automatiques ;
- un atelier de broyage cru équipé d'un broyeur vertical de 400 t/h de marque FLS type Atos x mill 42,5 ;

- une ligne de cuisson FLS à voie sèche de 5 000 t/j, composée de :
 - un préchauffeur à cinq étages muni d'une précalcination ;
 - un four rotatif à 2 appuis, à commander par friction ;
 - un refroidisseur 4^{ème} génération, Cross Bar ;
 - un système de dépoussiérage avec filtres à manches ;
 - un système de récupération d'énergie de chaleur des gaz chauds pour production d'électricité ;
 - un silo homo FLS de 11 000T de capacité.



- un atelier de broyage de coke équipé d'un broyeur vertical de 30 t/h FLS de type Atos x mill 25 ;
- un dôme de stockage clinker de 120 000 T de capacité, construit par Dôme Technology (USA) et un circuit de manutention clinker Aumund ;
- un ensemble de quatre silos de dosage à l'entrée de l'atelier de broyage ciment (clinker, calcaire, gypse et pouzzolane) ;
- un atelier de broyage ciment équipé de deux broyeurs verticaux de 170 t/h x2 du constructeur allemand Loesche et quatre silos ciment IBAU de 4 x 12 000 T équipés de systèmes de chargement vrac ;
- cinq ensacheuses rotatives Ventomatic 12 becs, cinq stations de chargement camions (dont 4 Caricamat) et un atelier de palettisation.

25 entreprises nationales ont travaillé dans ce projet pour un nombre total de 8.000.000 d'heures de travail. Le projet a été réalisé par lots. Les équipements principaux ont été acquis auprès de constructeurs spécialisés. L'ingénierie a été développée par le Centre Technique d'Italcementi Group.

La fabrication des équipements secondaires et le montage ont été réalisés par des entreprises marocaines sous la supervision d'équipes mixtes des constructeurs et d'Italcementi Group.

65% des équipements ont été fabriqués localement, ce qui a apporté une grande contribution à l'emploi et à l'industrie locale.

Comptes Sociaux au 31 décembre 2010

ÉTATS Financiers



BILAN ACTIF		EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010			
ACTIF	Au 31 décembre 2010			Au 31 décembre 2009	
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net	
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	125 987 434,69	63 787 405,80	62 200 028,89	70 244 248,00	
• Frais préliminaires	7 260 500,00	1 452 100,00	5 808 400,00		
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	118 726 934,69	62 335 305,80	56 391 628,89	70 244 248,00	
• Primes de remboursement des obligations					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	288 295 758,23	16 195 473,78	272 100 284,45	272 095 676,71	
• Immobilisation en recherche et développement					
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	17 495 758,23	16 195 473,78	1 300 284,45	1 295 676,71	
• Fonds commercial	270 800 000,00		270 800 000,00	270 800 000,00	
• Autres immobilisations incorporelles					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	6 984 080 275,96	3 109 842 229,66	3 874 238 046,30	3 187 433 837,97	
• Terrains	37 158 464,80	0,00	37 158 464,80	20 463 428,40	
• Constructions	1 486 128 419,05	645 911 458,41	840 216 960,64	230 386 112,00	
• Installations techniques, matériel et outillage	4 623 583 208,73	2 370 242 563,33	2 253 340 645,40	678 504 893,89	
• Matériel de transport	34 992 429,19	31 286 735,57	3 705 693,62	2 641 445,54	
• Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	83 563 090,26	62 401 472,35	21 161 617,91	16 577 783,23	
• Autres immobilisations corporelles					
• Immobilisations corporelles en cours	718 654 663,93		718 654 663,93	2 238 860 174,91	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	1 874 264 484,16	1 435 771,20	1 872 828 712,96	1 870 272 025,76	
• Prêts immobilisés	24 486 619,49	1 140 821,20	23 345 798,29	23 615 013,99	
• Autres créances financières	20 561 436,18	294 950,00	20 266 486,18	27 390 583,28	
• Titres de participation	1 829 216 428,49		1 829 216 428,49	1 819 266 428,49	
• Autres titres immobilisés					
ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)			0,00	0,00	
• Diminution des créances immobilisées					
• Augmentation des dettes de financement					
TOTAL I (A+B+C+D+E)	9 272 627 953,04	3 191 260 880,44	6 081 367 072,60	5 400 045 788,44	
STOCKS (F)	491 676 248,32	99 916 657,41	391 759 590,91	374 672 822,53	
• Marchandises	2 481 532,88		2 481 532,88	3 428 390,87	
• Matières et fournitures consommables	420 632 178,26	99 916 657,41	320 715 520,85	290 971 103,52	
• Produits en cours					
• Produits intermédiaires et produits résiduels	57 069 814,57		57 069 814,57	68 649 317,94	
• Produits finis	11 492 722,61		11 492 722,61	11 624 010,20	
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	556 660 775,59	35 765 998,06	520 894 777,53	260 173 975,59	
• Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	4 289 707,83	717 972,22	3 571 735,61	6 242 744,57	
• Clients et comptes rattachés	376 115 984,85	33 181 321,41	342 934 663,44	191 252 462,38	
• Personnel	3 719 109,11	617 727,70	3 101 381,41	3 472 639,92	
• État	127 063 491,04		127 063 491,04	49 118 987,47	
• Comptes d'associés					
• Autres débiteurs	45 430 009,29	1 248 976,73	44 181 032,56	8 994 239,13	
• Comptes de régularisation Actif	42 473,47		42 473,47	1 092 902,12	
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	236 937 349,88	0,00	236 937 349,88	386 511 200,00	
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (Éléments circulants) (I)	353 908,77		353 908,77	2 075 097,74	
TOTAL II (F+G+H+I)	1 285 628 282,56	135 682 655,47	1 149 945 627,09	1 023 433 095,86	
TRÉSORERIE-ACTIF					
• Chèques et valeurs à encaisser	39 138 129,40		39 138 129,40	30 398 622,81	
• Banques, Trésorerie Générale, Chèques postaux	269 312,39		269 312,39	13 191 402,68	
• Caisse, Régies d'avances et accreditifs	104 124,90		104 124,90	94 253,61	
TOTAL III	39 511 566,69	0,00	39 511 566,69	43 684 279,10	
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	10 597 767 802,29	3 326 943 535,91	7 270 824 266,38	6 467 163 163,40	

BILAN PASSIF		EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010	
PASSIF	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009	
	CAPITAUX PROPRES		
• Capital social ou personnel (1)	1 443 600 400,00	721 800 200,00	
• Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé, capital appelé / dont versé			
• Primes d'émission, de fusion, d'apport	200 997 938,29	200 997 938,29	
• Écarts de réévaluation			
• Réserve légale	72 180 020,00	72 180 020,00	
• Autres réserves	152 006 503,98	605 981 740,38	
• Report à nouveau (2)	2 194 548 601,33	1 684 834 221,69	
• Résultat net en instance d'affectation (2)			
• Résultat net de l'exercice (2)	815 772 201,31	1 174 529 453,24	
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	4 879 105 664,91	4 460 323 573,60	
CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)	2 596 376,20	2 414 129,96	
• Subventions d'investissement	12 509,54		
• Provisions réglementées	2 596 376,20	2 401 620,42	
DETTES DE FINANCEMENT (C)	1 210 000 000,00	950 000 000,00	
• Emprunts obligataires			
• Autres dettes de financement	1 210 000 000,00	950 000 000,00	
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)	89 714 940,77	62 599 243,35	
• Provisions pour risques			
• Provisions pour charges	89 714 940,77	62 599 243,35	
• Provisions pour Impôts	0,00	0,00	
ÉCARTS DE CONVERSION-PASSIF (E)	0,00	0,00	
• Augmentation des créances immobilisées			
• Diminution des dettes de financement			
TOTAL I (A+B+C+D+E)	6 181 416 981,88	5 475 336 946,91	
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	934 190 646,74	877 014 819,41	
• Fournisseurs et comptes rattachés	410 480 711,93	304 154 455,98	
• Clients créditeurs, avances et acomptes	8 070 978,08	6 857 545,40	
• Personnel	10 758 461,94	9 771 713,14	
• Organismes sociaux	19 515 452,06	18 125 903,03	
• État	74 731 782,82	142 117 086,68	
• Comptes d'associés	7 786 711,72	7 305 300,04	
• Autres créanciers	402 763 716,22	388 273 016,56	
• Comptes de régularisation Passif	82 831,97	409 798,58	
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	46 053 846,41	11 269 771,71	
ÉCARTS DE CONVERSION-PASSIF (Éléments circulants) (H)	1 679 592,12	574 097,41	
TOTAL II (F+G+H)	981 924 085,27	888 858 688,53	
TRÉSORERIE-PASSIF			
• Crédits d'escompte			
• Crédits de trésorerie			
• Banques	107 483 199,23	102 967 527,96	
TOTAL III	107 483 199,23	102 967 527,96	
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	7 270 824 266,38	6 467 163 163,40	

(1) Capital personnel débiteur (-)
(2) Bénéficiaire (+), Déficiaire (-)

COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) (MODÈLE NORMAL)		EXERCICE DU 01/01/2010 AU 31/12/2010		
NATURE	OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE 3=2+1	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT 4
	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
I PRODUITS D'EXPLOITATION				
• Ventes de marchandises (en l'état)	8 964 170,00		8 964 170,00	6 235 240,00
• Ventes de biens et services produits	2 975 107 193,42		2 975 107 193,42	2 805 640 357,12
• Chiffre d'affaires	2 984 071 363,42		2 984 071 363,42	2 811 875 597,12
• Variation de stocks de produits (1)	-11 710 790,96		-11 710 790,96	8 767 746,76
• Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	35 364 850,23		35 364 850,23	55 838 143,36
• Subventions d'exploitation	0,00		0,00	
• Autres produits d'exploitation	130 000,04		130 000,04	130 000,03
• Reprises d'exploitation : transferts de charges	2 911 811,83		2 911 811,83	4 814 567,32
TOTAL I	3 010 767 234,56	0,00	3 010 767 234,56	2 881 426 054,59
II CHARGES D'EXPLOITATION				
• Achats revendus (2) de marchandises	8 219 672,79		8 219 672,79	5 939 545,72
• Achats consommés (2) de matières et fournitures	1 246 748 873,79	-48 118,52	1 246 700 755,27	1 136 417 782,36
• Autres charges externes	240 682 782,62	-2 787 276,56	237 895 506,06	184 875 056,59
• Impôts et taxes	25 628 651,80		25 628 651,80	25 093 666,24
• Charges de personnel	189 424 607,54		189 424 607,54	176 211 013,51
• Autres charges d'exploitation	2 714 611,54		2 714 611,54	2 851 993,60
• Dotations d'exploitation	253 142 920,61		253 142 920,61	141 539 988,44
TOTAL II	1 966 562 120,69	-2 835 395,08	1 963 726 725,61	1 672 929 046,46
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)				
1 047 040 508,95				
IV PRODUITS FINANCIERS				
• Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	188 771 135,08		188 771 135,08	101 220 533,83
• Gains de change	9 120 593,74		9 120 593,74	3 849 679,70
• Intérêts et autres produits financiers	4 999 655,94		4 999 655,94	2 908 933,78
• Reprises financières; transfert de charges	2 075 097,74		2 075 097,74	779 283,87
TOTAL IV	204 966 482,50	0,00	204 966 482,50	108 758 431,18
V CHARGES FINANCIÈRES				
• Charges d'intérêts	60 199 499,58		60 199 499,58	22 667 481,90
• Pertes de change	6 117 881,72		6 117 881,72	9 936 676,03
• Autres charges financières	13 726,50		13 726,50	33 282,51
• Dotations financières	353 908,77		353 908,77	2 202 341,43
TOTAL V	66 685 016,57	0,00	66 685 016,57	34 839 781,87
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)				
138 281 465,93				
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)				
1 185 321 974,88				
VIII PRODUITS NON COURANTS				
• Produits de cessions d'immobilisations	3 632 596,67		3 632 596,67	209 090,68
• Subventions d'équilibre				
• Reprises sur subventions d'investissement	12 509,54		12 509,54	75 058,92
• Autres produits non courants	681 746,53		681 746,53	23 489,54
• Reprises non courantes; transferts de charges	6 856 787,41		6 856 787,41	362 202 524,61
TOTAL VIII	11 183 640,15	0,00	11 183 640,15	362 510 163,75
IX CHARGES NON COURANTES				
• Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	52 916,67		52 916,67	104 983,30
• Subventions accordées	0,00		0,00	
• Autres charges non courantes	7 056 978,81		7 056 978,81	73 438 713,78
• Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	100 942 603,24		100 942 603,24	21 708 038,43
TOTAL IX	108 052 498,72	0,00	108 052 498,72	95 251 735,51
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)				
-96 868 858,57				
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)				
1 088 453 116,31				
XII IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT				
272 680 915,00				
XIII RÉSULTAT NET (XI-XII)				
815 772 201,31				
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)				
3 226 917 357,21				
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)				
2 411 145 155,90				
XVI RÉSULTAT NET (Total des produits-Total des charges)				
815 772 201,31				

1) Variation de stocks : stock final - stock initial; augmentation (+); diminution (-)
 2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G)		EXERCICE DU 01/01/2010 AU 31/12/2010	
I. Tableau de Formation des Résultats (T.F.R.)		EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
1	+ Ventes de Marchandises (en l'état)	8 964 170,00	6 235 240,00
2	- Achats revendus de marchandises	8 219 672,79	5 939 545,72
I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT	744 497,21	295 694,28
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	2 998 761 252,69	2 870 246 247,24
3	Ventes de biens et services produits	2 975 107 193,42	2 805 640 357,12
4	Variation stocks de produits (+ ou -)	-11 710 790,96	8 767 746,76
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	35 364 850,23	55 838 143,36
III	- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)	1 484 596 261,33	1 321 292 838,95
6	Achats consommés de matières et fournitures	1 246 700 755,27	1 136 417 782,36
7	Autres charges externes	237 895 506,06	184 875 056,59
IV	= VALEUR AJOUTÉE (I+II+III)	1 514 909 488,57	1 549 249 102,57
8	+ Subventions d'exploitation		
9	- Impôts et taxes	25 628 651,80	25 093 666,24
10	- Charges de personnel	189 424 607,54	176 211 013,51
V	= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)	1 299 856 229,23	1 347 944 422,82
11	+ Autres produits d'exploitation	130 000,04	130 000,03
12	- Autres charges d'exploitation	2 714 611,54	2 851 993,60
13	+ Reprises d'exploitation, transferts de charges	2 911 811,83	4 814 567,32
14	- Dotations d'exploitation	253 142 920,61	141 539 988,44
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	1 047 040 508,95	1 208 497 008,13
VII	+/- RÉSULTAT FINANCIER	138 281 465,93	73 918 649,31
VIII	= RÉSULTAT COURANT (+ ou -)	1 185 321 974,88	1 282 415 657,44
IX	+/- RÉSULTAT NON COURANT	-96 868 858,57	267 258 428,24
15	- Impôt sur les résultats	272 680 915,00	375 144 632,44
X	= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	815 772 201,31	1 174 529 453,24
II. CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.) - AUTOFINANCEMENT		EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
1	Résultat net de l'exercice		
	Bénéfice +	815 772 201,31	1 174 529 453,24
	Perte -		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	248 352 414,54	133 983 210,21
3	+ Dotations financières (1)	0,00	127 243,69
4	+ Dotations non courantes (1)	50 320 435,94	9 522 634,04
5	- Reprises d'exploitation (2)	2 125 898,96	1 242 285,00
6	- Reprises financières (2)	0,00	
7	- Reprises non courantes (2) (3)	569 793,45	271 999 156,76
8	- Produits des cessions d'immobilisations	3 632 596,67	209 090,68
9	+ Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	52 916,67	104 983,30
I	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	1 108 169 679,38	1 044 816 992,04
10	Distributions de bénéfices	396 990 110,00	360 900 100,00
II	AUTOFINANCEMENT	711 179 569,38	683 916 892,04

(1) à l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie
 (2) à l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie
 (3) y compris reprises sur subventions d'investissement

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE (MODÈLE NORMAL)					EXERCICE DU 01/01/2010 AU 31/12/2010				
I- SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN									
MASSES	EXERCICE A	EXERCICE PRÉCÉDENT B	VARIATIONS A-B		EMPLOIS C	RESSOURCES D			
1	Financement Permanent	6 181 416 981,88	5 475 336 946,91			706 080 034,97			
2	Moins actif immobilisé	6 081 367 072,60	5 400 045 788,44		681 321 284,16				
3	= Fonds de Roulement Fonctionnel (1-2) (A)	100 049 909,28	75 291 158,47		-24 758 750,81				
4	Actif circulant	1 149 945 627,09	1 023 433 095,86		126 512 531,23				
5	Moins passif circulant	981 924 085,27	888 858 688,53			93 065 396,74			
6	= Besoin de Financement Global (4-5) (B)	168 021 541,82	134 574 407,33		33 447 134,49				
7	TRÉSORERIE NETTE (Actif-Passif) = A-B	-67 971 632,54	-59 283 248,86			8 688 383,68			
II- EMPLOIS ET RESSOURCES									
	EXERCICE		EXERCICE PRÉCÉDENT						
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES					
I- RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)									
• AUTOFINANCEMENT (A)			711 179 569,38		683 916 892,04				
+ Capacité d'autofinancement			1 108 169 679,38		1 044 816 992,04				
- Distribution de bénéfices		396 990 110,00		360 900 100,00					
• CÉSSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)			14 111 812,37		12 926 163,35				
+ Cessions d'immobilisations incorporelles									
+ Cessions d'immobilisations corporelles			3 582 596,67		209 090,68				
+ Cessions d'immobilisations financières			50 000,00						
+ Récupérations sur créances immobilisées			10 479 215,70		12 717 072,67				
• AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)									
+ Augmentation du capital, apports									
+ Subventions d'investissement									
• AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)			370 000 000,00		822 000 000,00				
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)			1 095 291 381,75		1 518 843 055,39				
II-EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)									
• ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)		944 741 652,27		1 671 177 084,75					
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles		161 473,62		144 840,00					
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles		931 494 275,75		1 592 610 413,75					
+ Acquisitions d'immobilisations financières		10 000 000,00		71 334 900,00					
+ Augmentation des créances immobilisées		3 085 902,90		7 086 931,00					
• REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)									
• REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)		110 000 000,00							
• EMPLOIS EN NON VALEURS (H)		15 790 978,67		37 073 170,18					
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		1 070 532 630,94		1 708 250 254,93					
III- VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)		33 447 134,49	0,00		245 376 263,47				
IV- VARIATION DE LA TRÉSORERIE		-8 688 383,68			55 969 063,93				
TOTAL GÉNÉRAL		1 095 291 381,75	1 095 291 381,75	1 764 219 318,86	1 764 219 318,86				

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES										EXERCICE DU 01/01/2010 AU 31/12/2010				
NATURE	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE						
		Acquisition	Prod. par l'entrep. pour elle même	Virement	Cession	Retrait	Virement							
IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS	108 834 166,87	0,00	0,00	17 153 267,82	0,00	0,00	0,00	125 987 434,69						
• Frais préliminaires				7 260 500,00				7 260 500,00						
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	108 834 166,87			9 892 767,82				118 726 934,69						
• Primes de remboursement des obligations														
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	287 731 045,87	0,00	0,00	564 712,36	0,00	0,00	0,00	288 295 758,23						
• Immobilisation en recherche et développement														
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	16 931 045,87			564 712,36				17 495 758,23						
• Fonds commercial	270 800 000,00							270 800 000,00						
• Autres immobilisations incorporelles	0,00							0,00						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 072 128 118,68	912 081 877,72	35 364 850,32	2 449 934 258,84	17 776 590,58	0,00	2 467 652 239,02	6 984 080 275,96						
• Terrains	20 463 428,40			16 695 036,40				37 158 464,80						
• Constructions	836 609 496,22			649 518 922,83				1 486 128 419,05						
• Installations techniques, matériel et outillage	2 868 632 765,72			1 772 467 294,43	17 516 851,42			4 623 583 208,73						
• Matériel de transport	32 726 634,64			2 525 533,71	259 739,16			34 992 429,19						
• Mobilier, matériel bureau et aménagements divers	74 835 618,79			8 727 471,47				83 563 090,26						
• Autres immobilisations corporelles														
• Immobilisations corporelles en cours	2 238 860 174,91	912 081 877,72	35 364 850,32				2 467 652 239,02	718 654 663,93						

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION										EXERCICE CLOS LE 31/12/2010				
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital% 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C. de l'exercice 9					
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8						
Bétomar	Matériaux de construction	84 397 800,00	100,0%	79 271 341,00	79 271 341,00	31/12/2010	379 520 159,03	21 842 061,51						
Indusaha	Matériaux de construction	81 680 000,00	91,0%	126 207 476,94	126 207 476,94	31/12/2010	232 655 072,68	70 845 290,95	48 314 370,00					
Marguerite VIII	Immobilier	100 000,00	100,0%	1 773 934,24	1 773 934,24	31/12/2010	2 076 245,79	-10 830,00						
Marguerite X	Immobilier	100 000,00	100,0%	963 065,76	963 065,76	31/12/2010	1 165 017,80	-13 183,00						
Cinord (1)	Matériaux de construction	1 340 000 000,00	15,0%	8 420 631,46	8 420 631,46	31/12/2010	84 047 472,74	18 146 281,40	1 075 047,05					
Axim Maroc	Matériaux de construction	11 000 000,00	100,0%	11 000 000,00	11 000 000,00	31/12/2010	35 174 482,93	3 840 267,06						
Ecocim	Environnement	2 000 000,00	30%	600 000,00	600 000,00	31/12/2010	10 139 539,32	-314 247,65						
Banque populaire	Banque			145 000,00	145 000,00	31/12/2010			16 250,00					
Suez Cement Company (2)	Matériaux de construction	909 282 535,00	11,7%	1 600 834 979,09	1 600 834 979,09	31/12/2010	8 270 409 894,13	1 421 912 121,94	139 365 468,03					
TOTAL				1 829 216 428,49	1 829 216 428,49				188 771 135,08					

(1) Le capital social de la société Cinord est exprimé en Ouguiya Mauritanienne.
(2) Le capital social de la société Suez Cement Company est exprimé en Livre Egyptienne.

TABLEAU DES PROVISIONS									EXERCICE DU 01/01/2010 AU 31/12/2010	
NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice		
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes			
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	1 435 771,20							1 435 771,20		
2. Provisions réglementées	2 401 620,42			729 544,05			534 788,27	2 596 376,20		
3. Provisions durables pour risques et charges	62 599 243,35	11 235 935,96		18 005 660,42	2 125 898,96			89 714 940,77		
SOUS TOTAL (A)	66 436 634,97	11 235 935,96	0,00	18 735 204,47	2 125 898,96	0,00	534 788,27	93 747 088,17		
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	123 333 899,27	4 790 506,07		7 558 250,13				135 682 655,47		
5. Autres provisions pour risques et charges	11 269 771,71		353 908,77	43 063 917,17	259 150,00	2 075 097,74	6 299 503,50	46 053 846,41		
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	0,00							0,00		
SOUS TOTAL (B)	134 603 670,98	4 790 506,07	353 908,77	50 622 167,30	259 150,00	2 075 097,74	6 299 503,50	181 736 501,88		
TOTAL (A+B)	201 040 305,95	16 026 442,03	353 908,77	69 357 371,77	2 385 048,96	2 075 097,74	6 834 291,77	275 483 590,05		

TABLEAU DES CRÉANCES									EXERCICE CLOS LE 31/12/2010	
CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRES ANALYSES					
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets		
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ										
* Prêts immobilisés	24 486 619,49	15 791 911,39	7 553 886,90	1 140 821,20						
* Autres créances financières	20 561 436,18	18 930 486,18	1 336 000,00	294 950,00			1 000 000,00			
DE L'ACTIF CIRCULANT										
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	4 289 707,83		3 571 735,61	717 972,22						
* Clients et comptes rattachés	376 115 984,85		342 934 663,44	33 181 321,41	10 297 032,07		63 897 794,55	99 266 683,23		
* Personnel	3 719 109,11		3 101 381,41	617 727,70						
* État	127 063 491,04		127 063 491,04				127 063 491,04			
* Compte d'associés										
* Autres débiteurs	45 430 009,29		44 181 032,56	1 248 976,73	4 396 843,49					
* Comptes de régularisation actif	42 473,47		42 473,47							

TABLEAU DES DETTES									EXERCICE CLOS LE 31/12/2010	
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRES ANALYSES					
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non payées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'État et Organismes Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets		
DE FINANCEMENT										
* Emprunts obligataires										
* Autres dettes de financement	1 210 000 000,00	770 000 000,00	440 000 000,00							
DU PASSIF CIRCULANT										
* Fournisseurs et comptes rattachés	410 480 711,93		410 480 711,93		163 227 580,49	8 210 062,60	176 797 118,99	59 667 232,71		
* Clients créditeurs, avances et acomptes	8 070 978,08		8 070 978,08		193 203,98					
* Personnel	10 758 461,94		10 758 461,94							
* Organismes Sociaux	19 515 452,06		19 515 452,06			2 210 990,70				
* État	74 731 782,82		74 731 782,82			74 731 782,82				
* Compte d'associés	7 786 711,72		7 786 711,72				2 865 415,71			
* Autres créanciers	402 763 716,22		402 763 716,22		94 358 775,87		78 598 354,18	79 578 420,88		
* Comptes de régularisation passif	82 831,97		82 831,97							

TABLEAU DES SURETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES						EXERCICE CLOS LE 31/12/2010	
TIERS CRÉDITEURS OU TIERS DÉBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture		
* Sûretés données							
Néant							
* Sûretés reçues							
- Sûretés reçues	1 251 955,10	2	Agadir le 31/12/2003		500 000,00		
- Sûretés reçues	224 424,26	2	Essaouira le 12/10/2002		600 000,00		
- Sûretés reçues	174 801,60	2	Marrakech le 06/02/1997		800 000,00		
- Sûretés reçues	570 411,00	2	Fquih Ben Salah le 09/04/1997		600 000,00		
- Sûretés reçues	70 907,27	2	Souk Sebt le 20/05/1997		116 480,00		
- Sûretés reçues	478 512,26	2	Béni Mellal le 20/05/1999		800 000,00		
- Sûretés reçues	926 661,67	2	Kelaa le 18/09/1997		1 500 000,00		
- Sûretés reçues	1 800,00	2	Marrakech le 03/05/1999		2 500 000,00		
- Sûretés reçues	34 992,00	2	Souk Sebt le 09/04/1997		300 000,00		
- Sûretés reçues	120 429,17	2	Marrakech le 02/08/1999		500 000,00		

(1) Gage : 1 - Hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 (à préciser)
(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)
(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL						EXERCICE CLOS LE 31/12/2010	
ENGAGEMENTS DONNÉS	Montants exercice	Montants exercice précédent	ENGAGEMENTS REÇUS	Montants exercice	Montants exercice précédent		
* Avals et cautions	18 986 124,00	18 798 763,00	* Avals et cautions	141 505 000,00	127 000 000,00		
* Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires			* Autres engagements reçus	130 282 755,07	235 817 743,14		
* Autres engagements donnés	0,00	8 714 000,00					
TOTAL (1)	18 986 124,00	27 512 763,00	TOTAL	271 787 755,07	362 817 743,14		

(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées

PASSIFS EVENTUELS		EXERCICE CLOS LE 31/12/2010	
La société Ciments du Maroc a fait l'objet d'un contrôle de l'Office des Changes au cours de l'exercice 2010, couvrant les exercices 2005 à 2010 inclus. La société n'a pas reçu de notification se rapportant aux exercices contrôlés de la part de l'Office des Changes, et n'a pas procédé à la constatation d'une provision pour risques et charges dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2010.			

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire

En dépit d'une reprise des activités non-agricoles, 2010 est l'année où la croissance économique a été la moins vigoureuse depuis 2007, la progression du Produit Intérieur Brut (PIB) étant estimée par le Haut Commissariat au Plan (HCP) à 3,3%, compte tenu du ralentissement de la croissance observé au fil des trimestres de l'année 2010.

Cette inflexion de la hausse du PIB intervient alors même que les activités non-agricoles ont réalisé une valeur ajoutée en progression de 5,2% (versus une progression de 0,8% en 2009).

À contrario, la valeur ajoutée du secteur primaire a diminué de 7,1%, la performance exceptionnelle du secteur (avec une production record des trois principales cultures céréalières ayant atteint 102 millions de quintaux) ayant généré en 2009 une progression de la valeur ajoutée de 29,0%.

Le secteur secondaire a réalisé en 2010 une croissance de 6,6%, les industries de transformation ayant souffert du recul de la demande sur les marchés européens.

Les activités du bâtiment et des travaux publics ont connu une croissance modérée de 2,1%, après avoir enregistré une croissance moyenne de 7,1% sur la période 2006-2009, le volet habitat ayant pâti de la baisse de la production du logement social. La modération des crédits immobiliers, avec une croissance en 2010 de 8,7%, en lieu et place de 34,0% en moyenne annuelle sur la période 2006-2009, confirme l'atonie du secteur de l'habitat. Les travaux publics restent, à contrario, sur une tendance dynamique portée par les nombreux chantiers d'infrastructure en cours de réalisation.

Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 4,4%, compte tenu du bon comportement des activités financières, de télécommunications, du tourisme et du transport.

La décomposition du PIB global montre que la demande extérieure (les exportations et les importations ayant progressé respectivement de 14,4% et de 5,7%) a contribué plus que la demande intérieure à la croissance économique, avec respectivement 1,9 point et 1,4 point de contribution à la hausse du PIB.

La consommation des ménages et la formation brute de capital fixe ont cependant continué de contribuer à la croissance du PIB aux mêmes niveaux que précédemment.

L'absence de privatisations et la hausse des dépenses de compensation ont creusé le déficit budgétaire estimé à 4,2% du PIB (sources HCP), soit le niveau le plus haut depuis 2005, étant rappelé que tous les budgets (avec ou sans privatisations) ont été déficitaires à l'exception des années 2007 et 2008 où se sont conjuguées des recettes fiscales exceptionnelles et une bonne tenue de l'activité économique.

La bonne tenue des recettes fiscales et les économies sur dépenses courantes ont été insuffisantes pour contenir le glissement du déficit budgétaire.

L'assainissement des finances publiques ces dernières années et l'endettement public modéré, essentiellement domestique, qui en a résulté ont cependant permis la poursuite d'une politique budgétaire contra cyclique, l'année 2011 devant marquer le retour à une certaine rigueur, les réformes en cours ayant pour but de réduire durablement le déficit budgétaire et la dette publique.

La consommation nationale de ciment pour l'année 2010 s'est établie, dans ce contexte économique général, à 14.571 KT, en progression de 0,4% par rapport à 2009. Les ventes en volume de ciment se sont légèrement dégradées au cours du troisième et du quatrième trimestre 2010, enregistrant un retrait respectivement de 0,6% et de 0,3% par rapport à 2009, après un retrait de 2,1% au cours du premier trimestre et une progression de 3,8% au cours du deuxième trimestre.

Les ventes en volume de Ciments du Maroc ont enregistré, dans ce contexte de marché, une progression de 3,0%.

Les perspectives pour 2011 (sources HCP) paraissent meilleures avec une croissance prévue du PIB de 4,6%, fondée sur une production céréalière de 70 millions de quintaux, un maintien de la vigueur de la demande intérieure (consommation et investissement) eu égard aux mesures prises dans la Loi de Finances 2011, et une consolidation de la demande extérieure.

De nombreux secteurs devraient en bénéficier, notamment l'énergie, l'automobile et le bâtiment, sous l'impulsion du développement du logement social par le gouvernement, alors que la production céréalière serait en légère baisse. Les activités non-agricoles devraient ainsi réaliser une valeur ajoutée en progression de 5,0%, les activités agricoles devant enregistrer une valeur ajoutée en progression de 2,0%.

Les nouvelles incitations à la construction et à l'acquisition de logements sociaux définies par les pouvoirs publics afin de faire face à l'important besoin en logements, et les travaux d'infrastructures engagés devraient permettre une évolution favorable du secteur du bâtiment et des travaux publics, laissant présager un retour de la croissance de la consommation nationale de ciment.

RÉSULTAT ET BILAN

Le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 2 974 MDH, en progression de 6,1% par rapport à 2009.

L'excédent brut d'exploitation s'établit à 1 300 MDH, en retrait de 3,6%, ayant été impacté par la forte augmentation des prix d'achat des combustibles solides et par l'augmentation des coûts fixes relatifs au nouveau périmètre incluant la nouvelle usine d'Aït Baha.

L'excédent brut d'exploitation s'établit ainsi à 43,7% du chiffre d'affaires opérationnel, en retrait de 4,4 points par rapport à 2009, le retrait de 3,6% de l'excédent brut d'exploitation résultant de la forte augmentation des prix d'achat des combustibles solides et

de l'augmentation des coûts fixes relatifs au nouveau périmètre incluant la nouvelle usine d'Aït Baha.

Le résultat d'exploitation s'établit à 1 047 MDH, en retrait de 13,4%, les compléments de mise en service de l'usine d'Aït Baha ayant généré une augmentation des dotations aux amortissements.

Le résultat financier génère un produit net de 138 MDH, en progression de 64 MDH, intégrant une forte augmentation des dividendes reçus au titre de la participation dans la société Suez Cement Company, et une augmentation des charges financières due au financement de l'usine d'Aït Baha.

Le résultat exceptionnel, intégrant les charges non courantes relatives à la fermeture prochaine de l'usine d'Agadir, se solde par une charge nette de 97 MDH, étant rappelé que le résultat exceptionnel de l'exercice précédent s'était soldé par un produit net de 267 MDH après prise en compte d'une dernière reprise de provisions pour investissements industriels de 268 MDH.

Le résultat net de l'exercice 2010 s'établit ainsi à 816 MDH, en retrait de 30,5% comparativement à celui de l'exercice 2009.

La capacité d'autofinancement s'établit à 1 108 MDH, en progression de 6,1%.

Au terme de l'exercice 2010, le bilan continue de présenter une structure financière parfaitement saine, caractérisée par un fond de roulement positif.

Les principaux investissements constatés au cours de l'exercice 2010 ont concerné principalement la finalisation du projet de construction de la nouvelle usine d'Aït Baha, d'une capacité de 2,2 millions de tonnes de ciment dans la région d'Agadir. Après une période de réglage au cours du troisième trimestre 2010, l'usine d'Aït Baha a enregistré un fonctionnement stable et conforme aux attentes, le second broyeur à ciment ayant démarré au cours du mois de décembre 2010.

Vous trouverez en annexe au présent rapport le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et le tableau de financement de Ciments du Maroc au 31 décembre 2010.

PERSPECTIVES 2011

Sur la base de l'orientation actuelle du marché du ciment, et sous réserve d'une évolution normale des principaux facteurs de coûts, l'amélioration continue des conditions d'exploitation devraient impacter favorablement les résultats de l'exercice 2011.

CAPITAL SOCIAL

Le capital social au 31 décembre 2010 est de 1.443.600.400 Dirhams, divisé en 14.436.004 actions ayant une valeur nominale de 100 Dirhams.

Au 31 décembre 2010, les principaux actionnaires étaient les suivants :

• Groupe « CEMENTS FRANÇAIS »	62,31%
• Groupe « CDG »	8,84%
• CIMR	7,80%
• ABU DHABI FUND FOR DEVELOPMENT	5,38%

AFFECTATION DES RÉSULTATS

Il est proposé de distribuer, après dotation de la réserve légale, un dividende ordinaire de 30 Dirhams par action, soit un montant total brut de 433.080.120,00 Dirhams à prélever sur le bénéfice disponible.

• Bénéfice net comptable	DH	815.772.201,31
• À la réserve légale	DH	40.788.610,07
• Solde	DH	774.983.591,24
• À ajouter :		
report bénéficiaire antérieur	DH	2.194.548.601,33
• Bénéfice disponible	DH	2.969.532.192,57
• Dividende	DH	433.080.120,00
• Report à nouveau	DH	2.536.452.072,57

Le dividende, ainsi fixé à 30 Dirhams par action, sera payable aux guichets des agences de la Société Générale Marocaine de Banques à compter du 15 Juin 2011.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Il vous est proposé de renouveler les mandats d'Administrateurs, pour une durée de quatre années, de Messieurs Jean Paul MERIC et Yves René NANOT, et des sociétés ABU DHABI FUND FOR DEVELOPMENT, SODECIM, COFIPAR, MENAF, FIPAR HOLDING et CIMR, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le mandat des Commissaires aux Comptes de Ciments du Maroc venant à échéance le jour de la présente Assemblée, il vous est proposé de renouveler le mandat des sociétés :

- KPMG
Rabat - 11, avenue Bir Kacem - Souissi

Et

- ERNST & YOUNG
Casablanca - 37, boulevard Abdellatif Ben Kaddour pour une durée de trois exercices (2011, 2012 et 2013) conformément à la loi n° 17-95, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

ACTIVITÉ DES FILIALES

Bétomar, filiale à 100% de Ciments du Maroc exploitant des centrales à béton et des carrières de granulats, a réalisé un chiffre d'affaires de 548 MDH au titre de l'exercice 2010, en retrait de 12,0% par rapport à 2009.

Le résultat net de l'exercice 2010 s'établit à 22 MDH, en retrait de 47,1% par rapport à 2009.

Indusaha, société installée à Laâyoune et contrôlée à 91% par Ciments du Maroc, regroupe les activités de broyage et d'ensachage permettant d'assurer l'approvisionnement en ciment des provinces Sahariennes, étant rappelé que la mise en service d'un second broyeur à ciment au cours du mois de juin 2010 a permis le doublement de la capacité de broyage installée.

Le chiffre d'affaires au titre de l'exercice 2010 s'établit à 294 MDH, en progression de 3,2% par rapport à 2009, le résultat net de l'exercice 2010 ressortant à 71 MDH, en progression de 1,5%.

Marguerite VIII et X, sociétés civiles immobilières contrôlées à 100% par Ciments du Maroc, ont cédé les bureaux dont elles étaient propriétaires au cours de l'exercice 2006.

Le résultat net de l'exercice 2010 de ces deux sociétés se solde par une perte non significative.

Axim Maroc, filiale à 100% de Ciments du Maroc, produit et commercialise des agents de mouture et des adjuvants pour ciment et béton prêt à l'emploi.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2010 s'établit à 33 MDH, en retrait de 15,8% par rapport à 2009. Le résultat net de l'exercice 2010 ressort à 4 MDH, en retrait de 20,1%.

ACTIVITÉ DES PARTICIPATIONS

Ciments du Nord (CINOR), société mauritanienne basée à Nouadhibou et ayant pour objet l'import, l'export, la production et la commercialisation de ciment et autres matériaux de construction, est détenue à hauteur de 15,0% par Ciments du Maroc.

Suez Cement Company, société égyptienne basée au Caire, est détenue à hauteur de 11,7% par Ciments du Maroc.

Ecocim, société marocaine basée à Casablanca et ayant pour activité la valorisation des différentes catégories de déchets, est détenue à hauteur de 30,0% par Ciments du Maroc.

FILIALES AU 31 DÉCEMBRE 2010

Filiales	Capital social KDH	Quote-part du capital social détenu%	Valeur comptable des titres détenus KDH	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés KDH	Chiffre d'affaires hors taxes KDH	Résultat net KDH	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice KDH
Bétomar	84398	100,0	79271	----	547619	21842	----
Indusaha	81680	91,0	126207	----	294369	70845	48314
Axim Maroc	11000	100,0	11000	1000	32524	3840	----
Marguerite VIII	100	100,0	1774	----	----	(11)	----
Marguerite X	100	100,0	963	----	----	(13)	----

Participations	Capital social	Quote-part du capital social détenu%	Valeur comptable des titres détenus KDH	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés KDH	Chiffre d'affaires hors taxes KDH	Résultat net KDH	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice KDH
Cinor	1340000000 UMO	15,0	8421	----	72252	18146	1075
Suez Cement Company	909282535 LE	11,7	1600835	----	2832138	1421912	139365
Ecocim	2000000 DH	30,0	600	----	42308	(314)	----

CONVENTIONS

Les conventions visées par les articles 56 et suivants de la loi sur les Sociétés Anonymes ont été dûment approuvées par le Conseil d'Administration et portées à la connaissance des Commissaires aux Comptes qui y font référence dans leur rapport. Nous soumettons ces conventions, ainsi que le rapport précité, à votre approbation.



11, Avenue Bir Kacem
10 170 Rabat - Souissi.
Maroc



37, Boulevard Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca.
Maroc

Aux actionnaires de la Société
CIMENTS DU MAROC
621, Boulevard Panoramique
20 150 Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2010

Monsieur le Président, Messieurs les actionnaires,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 2008, nous avons effectué l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société Ciments du Maroc, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 4 881 702 milliers de dirhams dont un bénéfice de 815 772 milliers de dirhams.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Ciments du Maroc au 31 décembre 2010 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Le 1^{er} mars 2011

Les Commissaires aux Comptes

KPMG
Fessal KOHEN
Associé

ERNST & YOUNG
Bachir TAZI
Associé

Assemblée Générale Ordinaire du 6 mai 2011

Projet de Résolutions

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes et les états de synthèse de l'exercice 2010 tels qu'ils lui ont été présentés, se soldant par un bénéfice net de 815.772.201,31 Dirhams. Elle donne au Conseil d'Administration pleine et entière décharge pour sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter comme suit le résultat de l'exercice 2010 :

• Bénéfice net comptable	DH	815.772.201,31
• A la réserve légale	DH	40.788.610,07
• Solde	DH	774.983.591,24
• A ajouter :		
report bénéficiaire antérieur	DH	2.194.548.601,33
• Bénéfice disponible	DH	2.969.532.192,57
• Dividende	DH	433.080.120,00
• Report à nouveau	DH	2.536.452.072,57

Le dividende, ainsi fixé à 30 Dirhams par action, sera payable aux guichets des agences de la Société Générale Marocaine de Banques à compter du 15 juin 2011.

TROISIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes relatif aux conventions visées à l'article 56 de la loi n° 17-95, en approuve les termes et les conventions qui y sont mentionnées.

QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur Jean Paul MERIC vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de quatre exercices prenant fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur Yves René NANOT vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de quatre exercices prenant fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de la société ABU DHABI FUND FOR DEVELOPMENT vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de quatre exercices prenant fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

SEPTIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de la société SODECIM vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de quatre exercices prenant fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

HUITIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de la société COFIPAR vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de quatre exercices prenant fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

NEUVIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de la société MENAF vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de quatre exercices prenant fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

DIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de la société FIPAR HOLDING vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de quatre exercices prenant fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

ONZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de la société CIMR vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de quatre exercices prenant fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

DOUZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de Commissaire aux Comptes de la société :

- KPMG

Rabat - 11, avenue Bir Kacem - Souissi

vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de trois exercices (2011, 2012 et 2013), soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

TREIZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de Commissaire aux Comptes de la société :

- ERNST & YOUNG

Casablanca - 37, boulevard Abdellatif Ben Kaddour

vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de trois exercices (2011, 2012 et 2013), soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

QUATORZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale fixe à la somme brute globale de 2.420.000 Dirhams la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration et aux membres des différents Comités, Administrateurs ou non, pour l'exercice écoulé.

QUINZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal pour effectuer les formalités prévues par la Loi.

Comptes Consolidés au 31 décembre 2010

PRINCIPES ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

1- RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés de la société Ciments du Maroc sont établis conformément aux Normes Marocaines telles que prescrites par le Conseil National de Comptabilité.

2- PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation englobe les sociétés Bétomar, Indusaha et Axim Maroc sur lesquelles la société Ciments du Maroc exerce un contrôle exclusif et la société Ecocim sur laquelle la société Ciments du Maroc exerce une influence notable. Les sociétés exclues du périmètre sont listées dans le tableau relatif aux titres de participation non consolidés.

3- MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les sociétés contrôlées de manière exclusive et à l'exception de celles exclues du périmètre de consolidation sont intégrées globalement, la société sous influence notable faisant l'objet d'une intégration par mise en équivalence.

4- PRINCIPAUX RETRAITEMENTS

La consolidation est réalisée à partir des comptes annuels retraités selon les Normes Marocaines. Ces retraitements portent sur :

- les immeubles acquis au moyen de contrat de leasing ;
- les écarts de conversion ;
- les provisions à caractère fiscal ;
- la réévaluation de fusion ;
- les actifs en non valeur ;
- les résultats internes (dividendes).

5- PRINCIPALES RÈGLES D'ÉVALUATION

- **Écarts d'acquisition** : la différence entre le coût d'acquisition des titres et la valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. L'écart positif, inscrit à l'actif sous la rubrique « Ecart d'acquisition », est amorti linéairement sur une durée de 20 ans.

- **Immobilisations incorporelles** : elles se composent principalement des logiciels et licences enregistrés au bilan à leur coût d'acquisition et du fonds de commerce. Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans.

- **Immobilisations corporelles** : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production pour celles produites en interne. Les amortissements pour dépréciation sont calculés

suivant le mode linéaire en fonction des durées d'utilisations usuelles au Maroc. Ainsi les constructions sont amorties sur 20 ans, les installations techniques, matériel et outillage sur 10 ans, le matériel informatique sur 6 ans et 8 mois et le matériel et mobilier de bureau, agencements et aménagement divers sur 10 ans.

- **Immobilisations financières** : les titres de participation non consolidés sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. À la clôture de l'exercice, les moins-values, le cas échéant, font l'objet de provision.

- **Subventions d'investissements** : les subventions reçues par Ciments du Maroc et ses filiales consolidées figurent au passif du bilan consolidé parmi les capitaux propres.

- Créances et dettes en monnaies étrangères : les gains latents et les pertes latentes de conversion sont pris en considération dans le compte de résultat.

- **Contrats de location financement** : les biens acquis au moyen de contrats de location financement "leasing" font l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés dans la mesure où ils présentent un caractère significatif. Les actifs retraités sont identifiés dans le tableau d'évolution des immobilisations.

- **Provisions réglementées** : les écritures passées pour la seule application des législations fiscales sont éliminées dans les comptes consolidés.

- **Engagement de retraite et prestations assimilées** : les engagements comptabilisés, en matière d'indemnités de départ à la retraite et de couverture médicale du personnel retraité, sont calculés en appliquant une évaluation actuarielle. Cette évaluation a été confiée à un cabinet spécialisé.

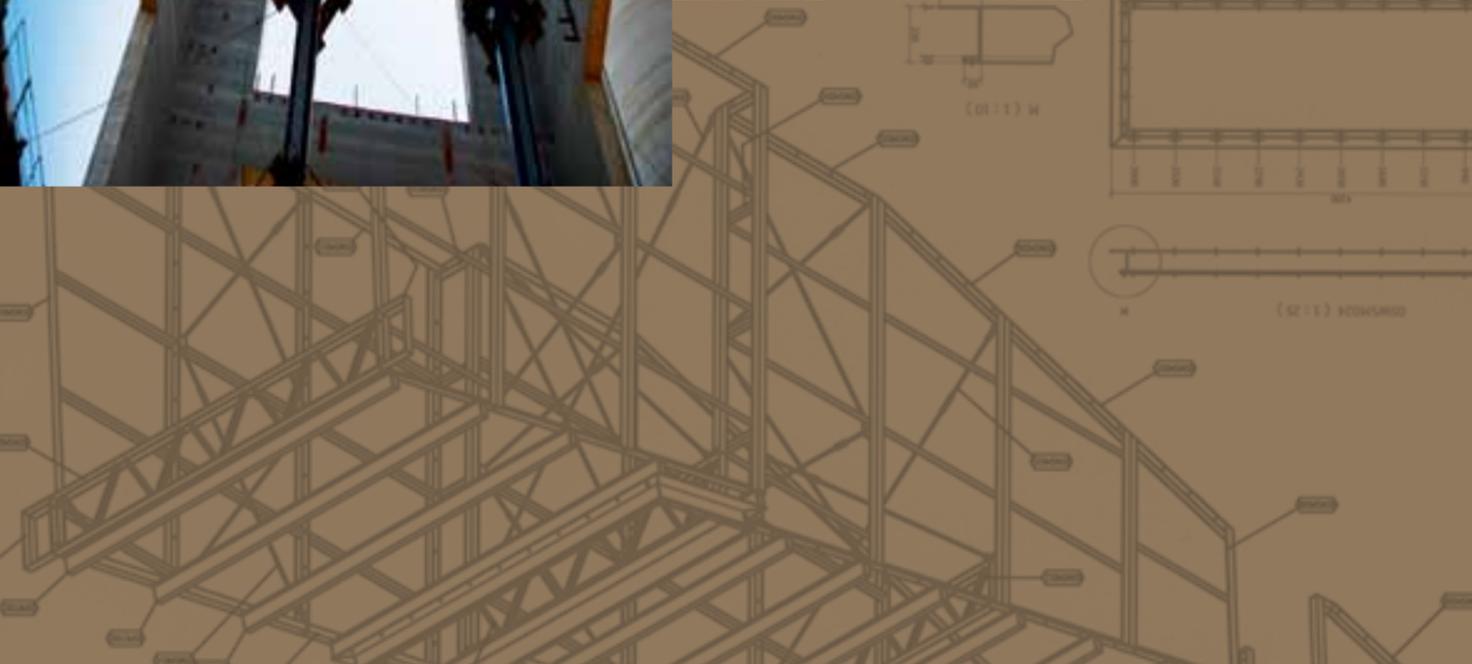
- **Impôts différés** : les impositions différées résultant des décalages temporaires et des retraitements de consolidation sont calculées sur la base du taux en vigueur.

6- RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net consolidé par le nombre d'actions en circulation à la clôture de l'exercice.

7- COMPARABILITÉ DES COMPTES

Les données comparatives ont été retraitées et présentées selon les mêmes normes. Aucun changement n'est à relever.



BILAN ACTIF CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2010		EN MILLIERS DE DIRHAMS	
ACTIF	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009	
Actif immobilisé	6 269 401	5 537 755	
Écart d'acquisition	3 820	4 298	
Immobilisations incorporelles	281 850	281 996	
Immobilisations corporelles	4 259 104	3 529 117	
Immobilisations financières	1 668 634	1 666 775	
Actifs d'impôts différés	52 951	52 388	
Titres mis en équivalence	3 042	3 181	
Actif circulant	1 620 435	1 500 328	
Stocks et en cours	465 207	442 582	
Clients et comptes rattachés	504 576	411 658	
Autres créances et comptes de régularisation	235 831	110 302	
Valeurs mobilières de placement	366 985	483 542	
Disponibilités	47 836	52 244	
Total de l'actif	7 889 836	7 038 083	

BILAN PASSIF CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2010		EN MILLIERS DE DIRHAMS	
PASSIF	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009	
Capitaux propres part Groupe	5 242 346	4 774 284	
Capital	1 443 600	721 800	
Primes	200 998	200 998	
Réserves consolidées	2 732 355	2 887 329	
Résultat net part Groupe	865 181	963 817	
Autres	212	340	
Intérêts minoritaires	20 938	19 341	
Provisions pour risques et charges	102 054	72 831	
Dettes	2 524 498	2 171 627	
Emprunts et dettes financières	1 210 000	950 000	
Fournisseurs et comptes rattachés	506 927	447 994	
Autres dettes et comptes de régularisation	672 289	668 945	
Trésorerie - Passif	135 282	104 688	
Total du passif	7 889 836	7 038 083	

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2010		EN MILLIERS DE DIRHAMS	
COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009	
Chiffres d'affaires	3 640 616	3 607 668	
Autres produits d'exploitation	45 927	74 397	
Achats consommés	-1 966 008	-1 909 834	
Charges de personnel	-234 047	-217 588	
Autres charges d'exploitation	-7 873	-4 218	
Impôts et taxes	-31 043	-31 664	
Dotations d'exploitation	-291 812	-197 837	
Résultat d'exploitation	1 155 760	1 320 924	
Charges et produits financiers	94 099	35 833	
Résultat courant	1 249 859	1 356 757	
Charges et produits non courants	-94 108	-3 645	
Impôts sur les résultats	-283 578	-384 190	
Résultat net des entreprises intégrées	872 173	968 922	
Quote-part dans les résultats des entreprises incluses par mise en équivalence	-140	1 631	
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-477	-477	
Résultat net de l'ensemble consolidé	871 556	970 076	
Résultat minoritaire	6 375	6 259	
Résultat net part Groupe	865 181	963 817	
Résultat net consolidé par action en dirhams	60	134	

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2010		EN MILLIERS DE DIRHAMS	
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009	
Résultat net des sociétés intégrées	872 173	968 922	
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			
* Dotations nettes consolidées	327 573	195 356	
* Reprises subventions d'investissements	-128	-191	
* Variation des impôts différés	-563	-10 424	
* Plus ou moins values de cession nettes d'impôt	-53	-104	
* Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-140	1 630	
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	1 198 862	1 155 189	
Dividendes reçus de sociétés mises en équivalence			
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-178 794	314 395	
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 020 068	1 469 584	
Acquisitions d'immobilisations, nettes d'impôt	-1 031 722	-1 739 088	
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	3 688	209	
Variation immobilisations financières	-1 826	-61	
Incidence des variations de périmètre			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 029 860	-1 738 940	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-396 990	-360 899	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-4 777	-4 000	
Augmentations de capital en numéraire	0	7 055	
Émissions d'emprunts	370 000	822 000	
Remboursement d'emprunts	-110 000		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-141 767	464 156	
Variation de trésorerie	-151 559	194 800	
Trésorerie d'ouverture	431 098	236 298	
Trésorerie de clôture	279 539	431 098	
Incidence des variations des monnaies étrangères			
Variation de trésorerie	-151 559	194 800	

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS		EN MILLIERS DE DIRHAMS						
	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres			Total des capitaux propres
					Écart de conversion	Titres de l'entreprise consolidée	Autres (*)	
Situation au 31-12-2008	721 800	200 998	2 613 540	634 688	0	0	531	4 171 557
Affectation du résultat 2008			634 688	-634 688				
Distribution par l'entreprise consolidante			-360 900					
Résultat consolidé 2009				963 817			-191	
Augmentation du capital								
Autres affectations								
Situation au 31-12-2009	721 800	200 998	2 887 328	963 817	0	0	340	4 774 283
Affectation du résultat 2009			963 817	-963 817				
Distribution par l'entreprise consolidante			-396 990					
Résultat consolidé 2010				865 181			-128	
Augmentation du capital	721 800		-721 800					
Autres affectations								
Situation au 31-12-2010	1 443 600	200 998	2 732 355	865 181	0	0	212	5 242 346

(*) Subventions pour investissements.

ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS		EN MILLIERS DE DIRHAMS				
	Valeurs brutes au 31/12/2009	Augmentations	Diminutions	Virements poste à poste	Cessions et sorties	Valeurs brutes au 31/12/2010
Écart d'acquisition	9 550	0	0	0	0	9 550
Immobilisations en non valeurs	118 887	0	0	21 790	0	140 677
Immobilisations incorporelles	298 531	0	0	565	0	299 096
Brevets marque droits et valeurs similaires	19 931			565		20 496
Fonds commercial	278 600					278 600
Immobilisations corporelles	6 653 179	1 031 722	0	-22 355	24 346	7 638 200
Terrains	51 100			16 695		67 795
Constructions	900 420			657 071		1 557 491
Installations techniques, matériel et outillage	3 112 586			1 910 629	22 334	5 000 881
Matériel de transport	93 624			2 546	2 012	94 158
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	84 562			10 739		95 301
Immobilisations en cours	2 410 887	1 031 722		-2 620 035		822 574
Immobilisations financières	1 668 211	3 303	1 338	0	50	1 670 126
Titres de participation non consolidés	1 612 188				50	1 612 138
Prêts immobilisés	38 098		1 338			36 760
Autres créances financières	17 925	3 303				21 228
Titres mis en équivalence	3 181	1	140	0	0	3 042
Total	8 751 539	1 035 026	1 478	0	24 396	9 760 691

ÉVOLUTION DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS						
EN MILLIERS DE DIRHAMS						
	Montants au 31/12/2009	Dotations	Reprises	Cessions et sorties	Virements poste à poste	Montants au 31/12/2010
Écart d'acquisition	5 252	477				5 729
Immobilisations en non valeurs	118 887	21 790				140 677
Immobilisations incorporelles	16 535	710	0	0	0	17 245
Brevets marque droits et valeurs similaires	16 535	710				17 245
Fonds commercial						
Immobilisations corporelles	3 124 062	279 377	0	24 343	0	3 379 096
Terrains						
Constructions	629 521	43 075				672 596
Installations techniques, matériel et outillage	2 350 916	223 997		22 334		2 552 579
Matériel de transport	79 285	7 370		2 009		84 646
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	64 340	4 935				69 275
Immobilisations en cours						
Immobilisations financières	1 436	57	0	0	0	1 493
Titres de participation non consolidés						
Prêts immobilisés	1 141	57				1 198
Autres créances financières	295					295
Total	3 266 172	302 411	0	24 343	0	3 544 240

FLUX DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
EN MILLIERS DE DIRHAMS				
	Montants au 31/12/2009	Dotations	Reprises	Montants au 31/12/2010
Provisions pour risques	915	360		1 275
Provisions pour charges	71 916	31 122	2 259	100 779
Provisions pour impôts	0			0
Total	72 831	31 482	2 259	102 054

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDÉS						
EN MILLIERS DE DIRHAMS						
Sociétés non consolidées	% détention du groupe	Capital social	Résultat net au 31/12/2010	Valeurs nettes au 31/12/2010	Valeurs nettes au 31/12/2009	Variations
SUEZ CEMENT COMPANY (1)	11,70%	909 283	1 421 912	1 600 835	1 600 835	0
CINORD (2)	15%	1 340 000	18 146	8 421	8 421	0
MARGUERITE VIII	100%	100	-12	1 774	1 774	0
MARGUERITE X	100%	100	-12	963	963	0
BANQUE POPULAIRE				145	195	-50
Total				1 612 138	1 612 188	-50

(1) Le capital social et le résultat net sont exprimés en milliers de Livres Égyptiennes.
(2) Le capital social et le résultat net sont exprimés en milliers d'Ouguiyas Mauritanienes.

TABLEAU DES CRÉANCES						
EN MILLIERS DE DIRHAMS						
	Valeurs brutes au 31/12/2010	Moins d'un an	Plus d'un an	Dépréciation	Valeurs nettes au 31/12/2010	Valeurs nettes au 31/12/2009
Clients et comptes rattachés	556 693	556 693	0	52 117	504 576	411 658
Autres créances et comptes de régularisation	238 417	238 417	0	2 586	235 831	110 302
Fournisseurs débiteurs	7 205	7 205		718	6 487	8 162
Personnel	4 443	4 443		619	3 824	4 210
État	165 469	165 469			165 469	76 041
Comptes d'associés						
Autres débiteurs	46 005	46 005		1 249	44 756	9 379
Comptes de régularisation actif	15 295	15 295			15 295	12 510
Total	795 110	795 110	0	54 703	740 407	521 960

TABLEAU DES DETTES					
EN MILLIERS DE DIRHAMS					
	Montants au 31/12/2010	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montants au 31/12/2009
Emprunts et dettes financières	1 210 000	440 000	770 000	0	950 000
Emprunts bancaires LT	1 210 000	440 000	770 000		950 000
Fournisseurs et comptes rattachés	506 927	506 927	0	0	447 994
Autres dettes et comptes de régularisation	672 289	672 289	0	0	668 945
Clients créditeurs, avances et acomptes	15 581	15 581			13 709
Personnel	12 599	12 599			11 253
Organismes sociaux	23 276	23 276			21 343
État	124 916	124 916			190 015
Comptes d'associés	7 788	7 788			7 306
Autres créanciers	441 908	441 908			415 706
Comptes de régularisation passif	92	92			418
Provisions pour risques et charges	46 129	46 129			9 195
Total	2 389 216	1 619 216	770 000	0	2 066 939

ENGAGEMENTS HORS BILAN		
EN MILLIERS DE DIRHAMS		
	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Engagements donnés	65 527	31 794
Cautions de garantie	23 267	23 080
Autres engagements donnés	42 260	8 714
Engagements reçus	828 517	826 922
Avals et cautions reçues	202 414	196 968
Autres engagements reçus	626 103	629 954

PERIMETRE DE CONSOLIDATION			
Société	Activité	Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation
Ciments du Maroc	Ciment	100	Intégration globale
Bétomar	Granulats et Béton	100	Intégration globale
Indusaha	Ciment	91	Intégration globale
Axim Maroc	Adjuvants	100	Intégration globale
Ecocim	Autres	30	Mise en équivalence



11, Avenue Bir Kacem
10 170 Rabat - Souissi.
Maroc



37, Boulevard Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca.
Maroc

Aux actionnaires de la Société
CIMENTS DU MAROC
621, Boulevard Panoramique
20 150 Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2010

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Ciments du Maroc, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires consolidés (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010. Ces états de synthèse font ressortir un montant des capitaux propres consolidés de KMAD 5.263.285 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 871.556.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes marocaines. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse consolidés de la société Ciments du Maroc, cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation au 31 décembre 2010, ainsi que du résultat de ses opérati

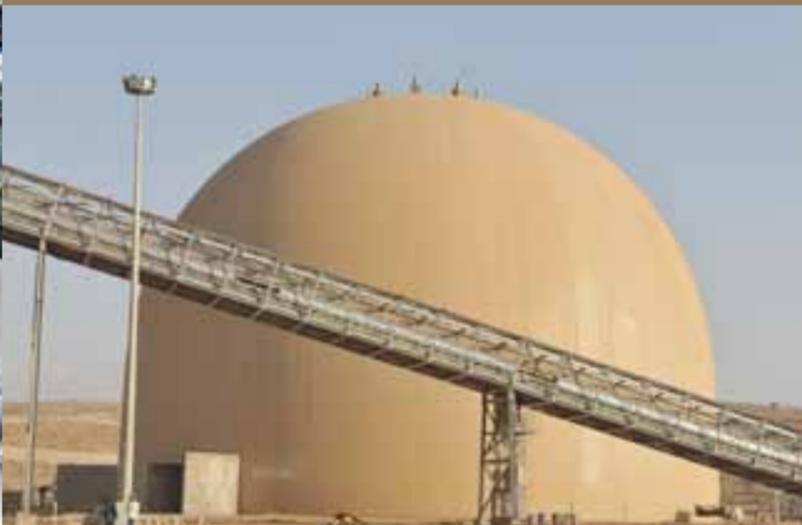
Le 18 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

KPMG
Fessal KOHEN
Associé

ERNST & YOUNG
Bachir TAZI
Associé

INFORMATIONS juridiques



Raison sociale

CIMENTS DU MAROC

Forme

Société anonyme régie par la législation marocaine (Loi n° 17-95 modifiée et complétée par la loi n° 20-05 et le Dahir du 21 septembre 1993 relatif au CDVM)

RC

Registre chronologique n° 2535.
Registre analytique n° 70 617.

Date de constitution

28 juin 1951

Objet

La société a pour objet :

à titre principal : la fondation, l'acquisition, l'exploitation d'usines à ciment, à chaux ou autres liants hydrauliques et matériaux de construction au Maroc ou en tout autre pays, et généralement tout ce qui a rapport à la fabrication, au commerce, à l'industrie, aux applications de tous liants hydrauliques et de tous matériaux de construction ainsi que de tous produits entrant dans cette fabrication ou de tous produits pouvant en dériver,

à titre accessoire : toutes études, recherches, expériences et essais intéressant ces applications techniques et industrielles,

d'une manière générale : toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant, directement ou indirectement, aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles de favoriser le développement de la société.

Siège Social

621, boulevard Panoramique, 20150 Casablanca.

Durée

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans, à compter de sa constitution définitive.

Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 1.443.600.400 DH, divisé en 14.436.004 actions ayant une valeur nominale de 100 DH.

Documents juridiques

Les statuts, procès-verbaux d'assemblées, rapports des commissaires aux comptes... peuvent être consultés au siège social, 621, boulevard Panoramique, 20 150 Casablanca.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Répartition des bénéfices

Les produits de l'exercice, déduction faite des charges de la période, de tous amortissements et de toutes provisions, généralement quelconques, constituent le résultat net de l'exercice.

En cas de résultat positif, le bénéfice net ainsi dégagé, diminué le cas échéant des pertes nettes antérieures, fait l'objet d'un prélèvement de 5% affecté à un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale excède le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, après dotation à la réserve légale et affectation des résultats nets antérieurs reportés.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toute somme qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tout fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau. Le solde, s'il en existe, est attribué aux actionnaires sous forme de dividendes.

Assemblées générales

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu au jour, heure et lieu indiqués sur l'avis de convocation. Tout actionnaire peut participer personnellement ou par mandataire aux assemblées sur justification de la propriété de ses titres, soit sous la forme d'une inscription nominative, soit sous la forme d'un certificat d'immobilisation de ses titres au porteur bloqués pendant les cinq jours qui précèdent l'Assemblée.

Actions

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles affectées par les administrateurs à la garantie de leur gestion, qui seront nominatives conformément à la loi.

Droit de vote

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Franchissement de seuils statutaires

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, qui vient à posséder ou à céder un nombre d'actions représentant plus de 5% ou un multiple de 5% du capital social ou des droits de vote de la société, est tenu d'en informer ladite société, le Conseil déontologique des valeurs mobilières (CDVM) et la société de la Bourse des valeurs de Casablanca (SBVC). À défaut, l'actionnaire perd le droit de vote sur les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de transfert non déclarée.

Nombre d'actionnaires

11 actionnaires, détenant 70,11% du capital social, étaient présents ou représentés lors de la dernière Assemblée Générale Ordinaire du 6 mai 2011.

Actionnaires ou groupes d'actionnaires contrôlant plus de 5% du capital social.

Les membres du conseil d'administration détiennent, au 31 décembre 2010, 84,33% du capital social.



إسمنت المغرب
Ciments du Maroc
Italcementi Group

Siège social : 621, boulevard Panoramique, 20 150 Casablanca, Maroc.
Téléphone 0522 85 94 50 à 59 - Fax 0522 52 23 11
www.cimentsdumaroc.com